

# La voix de l'opposition de gauche

**Le 3 décembre 2017**

## **CAUSERIE**

- [Causerie au format pdf](#)

Causerie du 27 novembre au 2 décembre.

J'ai enfin touché ma première retraite (247 euros, 17.000 roupies), avec deux mois de retard, me voilà un nantis ! J'attends toujours celle du 1er novembre. J'en ai profité pour acheter une armoire métallique (8.500 roupies) en remplacement de celle de la chambre qui avait subi le tsunami que j'ai affectée au garage, j'en ai profité pour le nettoyer, cela m'a pris un après-midi entier, à cause des rats, des écureuils, des geckos (lézards), etc. qui pullulent ici, mais aussi de la poussière car il n'est pas fermé, on privilégie toujours la circulation de l'air à cause de la chaleur et de l'humidité. Avec Selvi on doit aussi se racheter des vêtements car ils tombent en lambeaux. Elle porte les saris de sa fille qui en a à revendre, plus d'une cinquantaine, et pour sortir en ville je mets les shorts que sa soeur m'a donné qui viennent d'Allemands chez qui elle a travaillé et qui sont partis aux Etats-Unis, sinon je n'ai pas un seul short potable. Je dois réparer quatre chaises en rotin qui ont plus de vingt ans, je les avais achetées d'occasion à un prof du lycée français qui retournait en France, elles ne tiennent plus debout, c'est pour dire qu'on vit chichement.

Mon travail a été perturbé ces derniers jours par la présence de Selvi (ma compagne) qui a arrêté de travailler, et la mousson ou des pluies diluviennes. J'ai passé l'après-midi d'hier à réparer les dégâts de la nuit précédente et je n'ai pas terminé. Le clavier Microsoft a lâché, mais j'en avais un ancien en réserve, j'ai dû aussi racheter une souris, l'obsolescence programmée, quoi. Je les ai démontés, irréparables, pistes oxydées ou circuits imprimés HS. A part cela, on a aussi pas mal de boulot avec la santé des chèvres. Un jour je mettrai des photos en ligne. Passons à notre sujet.

Des moteurs de recherche alternatifs à Google. Il n'est pas nécessaire de télécharger leur application, il suffit de faire glisser ces liens dans vos favoris.

### **Qwant**

<https://www.qwant.com/>

### **DuckDuckGo**

<https://duckduckgo.com/>

## **Un point sur le portail**

Quand bien même j'aurais les moyens de rendre compte des mouvements sociaux en cours, je n'en aurais pas le temps, d'autres supports s'en chargent, idem pour certaines infos politiques que je ne traite pas. L'orientation politique proposée par le POID peut servir d'axe de combat sans qu'on soit obligé de partager toutes ses positions. Toutes les formations politiques qui participent aux campagnes contre le sexisme, l'homophobie, le racisme, la xénophobie, etc. initiées par le PS ou ses satellites ou reprises par Macron et LREM, etc. en fait par l'oligarchie, qui ont adopté l'écriture inclusive, sont à éviter ou à fuir comme la peste.

Si on était aussi intelligent que nos ennemis, on rassemblerait nos forces et on se partagerait le boulot pour les combattre sur tous les fronts. Mais voilà, apparemment, malgré les apparences

nous ne poursuivons pas réellement les mêmes objectifs politiques ou certains privilégient des intérêts particuliers, à moins que ces dirigeants ne disposent pas des qualités requises pour mener ce combat politique, inutile de les citer ou de s'attarder sur ce sujet.

On ne leur enlèvera pas qu'au départ, quand ils étaient jeunes, ils s'engagèrent sincèrement dans le combat politique, mais ils ignoraient ou perdirent de vue rapidement qu'ils avaient encore tout à apprendre, comme chacun d'entre nous, et surtout qu'ils ne devaient jamais considérer leurs connaissances acquises comme définitives. Erreur que nous commirent tous, car nos idées seraient forcément obligées d'évoluer au fur et à mesure de nos expériences ou de la progression de notre propre réflexion, et des transformations de la société qui nécessiteraient de remettre en question certaines de nos certitudes ou de modifier notre interprétation du monde pour ne pas nous écarter de notre objectif politique, sans quoi, nous nous engagerions inconsciemment dans une autre voie qui nous conduirait à l'abandonner. Auquel cas par la suite, en fonction de l'évolution de leur condition dans laquelle devaient intervenir de nombreux facteurs objectifs et subjectifs, ils devaient en prendre conscience à des degrés divers et assumer ou non leur reniement, et il ne leur resterait plus qu'à sauver plus ou moins les apparences, davantage en fonction de critères ou d'intérêts individuels, de leur ambition, de leur statut social, conservant leur étiquette politique ou en changeant, tandis que leurs expériences passées ou leurs discours devaient leur servir de caution de gauche ou d'extrême gauche.

Sans porter ici le moindre jugement sur qui que ce soit, il n'en demeure pas moins qu'ils ont entraîné dans leur entreprise aventureuse et malhonnête ainsi que leur impasse politique des générations de militants, ce qu'on ne peut pas laisser passer au regard des conséquences politiques qui en découleront, sans parler que la désillusion de ces militants prendra parfois une tournure dramatique ou ils en ressortiront brisés et cesseront le combat politique. Quand on ne croit plus en quelque chose ou en quelqu'un, il est malhonnête de faire croire le contraire. C'est un abus de confiance, et comme le pensent certains avec raison, c'est franchement dégueulasse.

Maintenant, compte tenu que nous nous sommes tous plus ou moins fourvoyés à un moment donné, ce qu'il faut commencer par assumer, on doit admettre qu'il existe encore des dirigeants, des cadres, des militants qui demeurent attachés à notre idéal et qui cherchent sincèrement à corriger les erreurs du passé et à progresser, ce qui sera plus difficile pour un dirigeant compte tenu de ses responsabilités et de son statut que pour un militant de base, mais ce qui serait beaucoup plus facile ou lui semblerait naturel s'il avait été plus modeste et s'il avait cultivé cette valeur dans son parti, les militants seraient alors disposés à écouter ses explications.

Plus d'une fois dans des causeries, si j'ai évoqué la modestie, c'était parce que j'avais pris conscience du rôle prépondérant qu'elle avait joué chez Marx et Engels tout au long de leur vie et de leurs travaux, car en découlait un facteur déterminant sans lequel toute réflexion serait faussée à la base, l'absence d'a priori, surtout sur soi-même. Ce qui nous amène à considérer ou au constat que, tant que nous n'avons pas étudié à fond un sujet, tant que nous n'avons pas trouvé de réponses cohérentes ou satisfaisantes aux questions qui ont jaillies au cours de notre réflexion ou de notre étude, tant que nous n'avons pas épuisé toutes les hypothèses qui ont été soulevées à un moment ou un autre, tant que nous ne sommes pas parvenus à découvrir la dialectique qui est à l'origine d'un facteur et de sa transformation, ainsi que tous les rapports dans lesquels il allait être amené à jouer un rôle, influencer leurs orientations, déterminer l'enchaînement des effets ou des conséquences qui en découleraient, etc. et bien on doit partir du principe qu'on ne sait rien ou presque et qu'on a tout à apprendre.

Marx et Engels ne seraient jamais parvenus à bout de leurs travaux, s'ils n'avaient pas possédé au plus haut degré cette qualité essentielle que chacun devrait commencer par cultiver, franchement, on s'en porterait tous beaucoup mieux, et peut-être qu'alors on pourrait espérer nous en sortir.

Il y a une chose que j'ai oublié de souligner et qui est extrêmement important, mais peut-être que vous l'avez déjà deviné, c'est que sans modestie, il est impossible d'avoir un esprit libre, et que

seul un esprit libre peut progresser, peut se développer, et partant de là peut atteindre un certain niveau de conscience, qui au passage procure un degré de satisfaction ou de bonheur inégalé, dans la mesure où il est le produit d'un processus honnête et sans tache, où ne figure nulle trace des comportements méprisables que développent les ambitieux, les vaniteux.

On aurait pu remplacer esprit libre par esprit ouvert au lieu de se recroqueviller sur des interprétations de la société ou des conceptions de la lutte de classe qui datent d'une époque révolue et qui doivent forcément évoluer, sinon on risque de ne plus rien comprendre ou de se fossiliser.

Parmi les facteurs déterminants de la situation, j'avais affirmé en observant ce qui s'était passé au cours des dernières années en Grèce que le capitalisme était en train de s'effondrer, mais pas selon le schéma habituel, entraînant la dislocation de la société et de tous les rapports qui la structuraient, tandis que les représentations idéologiques du régime capitaliste tendaient vers le fascisme en adoptant un mode de fonctionnement de type despotique ou mafieux selon qu'elles portaient davantage sur la politique ou l'économie, non pas temporairement ou pendant une période limitée mais définitivement, à l'instar de ce qui s'était déjà produit depuis de nombreuses décennies aux Etats-Unis, qui ont malgré tout continué d'être caractérisés de démocratie, alors qu'en réalité c'était déjà un régime mafieux et tyrannique qui était en place et qui devrait servir de modèle à l'Europe et au-delà.

La démographie mondiale exponentielle combinée aux gigantesques progrès des sciences et des technologies ont conduit à l'exacerbation des contradictions du capitalisme dans des proportions telles, que l'oligarchie fut contrainte de modifier sa stratégie (de passer du libéralisme à l'ultra libéralisme ou néolibéralisme) et d'accélérer sa mise en oeuvre en prenant directement en mains les rênes du pouvoir, en réduisant pratiquement à néant l'espace politique destiné à ses opposants ou à toute expression de la démocratie, de sorte qu'elle pourrait se livrer en toute impunité à toute sorte d'opérations financières illégales ou mafieuses qui accroîtraient encore sa fortune et son pouvoir, les peuples étant réduits au statut d'esclaves d'autant plus facilement qu'ils s'étaient laissé corrompre par le capitalisme ainsi que leurs représentants.

L'oligarchie financière avait confisqué ou privatisé la planche à billets, il ne lui restait plus qu'à en faire de même avec le pouvoir politique, c'est fait. Comment s'y est-elle prise pour en arriver là, de quels relais institutionnels et de quelles complicités a-t-elle bénéficié dans la société? Voilà ce que nous traitons ici.

En consultant les statistiques du portail, j'ai constaté que les causeries de 2011 avaient été téléchargées par plus de 1300 militants, sans compter ceux qui par centaines n'ont fait que les lire. Je pense que vous serez d'accord avec moi qu'on ne télécharge pas un document de 1728 pages s'il ne présente pas d'intérêt.

J'ai décidé de m'adresser aux travailleurs sans chercher à me mettre dans la peau d'un autre ou à jouer au dirigeant, en étant le plus naturel ou simple possible, sincère si vous voulez, pour montrer que c'était possible. Et si j'évoque souvent mes expériences personnelles, c'est pour leur montrer que dans la vie quotidienne je me comporte de la même manière, histoire de les mettre à l'aise, attention, je n'ai pas dit en confiance. Car lorsqu'on a un a priori sur une personne, on aura tendance à déformer ses idées ou à n'y porter qu'une faible attention, à peine lu et déjà oublié, or, en règle générale, ce que j'écris ou les passages ou textes que je reproduis sont justement conçus pour susciter une réflexion ou un questionnement, marquer les esprits, car je ne vois pas quel intérêt aurait des lieux communs ou répéter ce que d'autres ont déjà dit, ce serait une perte de temps pour moi et les lecteurs, donc ce serait stupide.

Donc il y a des passages plus légers que les autres qui reflètent la vie d'un homme. Cela compense la déshumanisation en marche avec la numérisation à outrance ou à marche forcée. Je

suis la voie que je me suis tracé, sans chercher à convaincre quiconque de la suivre, je partage des expériences, ensuite chacun en fait ce qu'il en veut.

Je n'ai pas encore renouvelé l'abonnement du portail au serveur d'OVH, l'échéance arrive fin décembre, qu'en pensez-vous ?

### Quelques réflexions personnelles

1- On se détend un peu.

Vous n'avez pas trop le moral, faites-vous plaisir, changez-vous les idées, écoutez Dizzy Gillespie, Miles Davis et Charlie Parker en concert, ou Herbie Hancock, Wayne Shorter, Omar Hakim, Stanley Clarke, ou toujours en concert Paco De Lucia, Al Di Meola et John McLaughlin, David Bowie - Heroes, Don Cortes Maya ou Sabicas (Flamenco Guitar), osez John Lee Hooker, Carlos Santana and Etta James, soyez funky avec James Brown, Michael Jackson et Prince ou laissez-vous aller avec Eric Clapton, Marcus Miller, David Sanborn, Joe Sample et Steve Gadd, essayez 2CELLOS ou encore Estas Tonne an incredible experience, c'est tout à fait génial et cela vous réconciliera avec la vie, avec le genre humain au besoin.

Tapez dans vos mains, chantez, dansez, Selvi a été absente pendant quatre jours parce que sa vieille mère était malade, et sa soeur Adi m'a laissé tomber, elle était indisposée m'a-t-elle dit, c'est souvent la règle avec les femmes, alors ce soir on va se régaler et je vais leur faire découvrir des trucs qui vont les transporter, je m'occuperai de l'animation ! (Plus tard mercredi soir, elles ont adoré, it's great, what's so beautiful music... indeed my dear!)

Je serai un type belliqueux ou aigri, un rustre, un vieux con, ah cela nous fait bien marrer d'entendre ce genre de conneries ! Les filles rigolent aux larmes, alors qu'elles ont eu une vie de merde comme vous ne pouvez pas l'imaginer, si je déconne, c'est pour faire tomber les barrières qui existent entre nous, au diable les conventions, le bonheur ne doit pas être réservé aux nantis.

Des gens simples et modestes n'ont pas de préjugés, ce sont ceux qui sont les plus évolués qui en sont farcis jusqu'à la gueule, être naturel présente l'avantage de n'avoir aucun complexe et d'en attribuer aucun aux autres, ce qui permet de partager des moments de bonheur.

Détendez-vous, on y a tous le droit, vous verrez, cela fait du bien, il faut bien compenser d'une façon ou d'une autre la grisaille ou la tristesse de l'existence, sinon c'est un truc à devenir dingue. Vous allez me prendre pour un détraqué, un mec pas très sérieux, je dirais plutôt qui ne se prend pas trop au sérieux, je suis parfaitement lucide, trop même et ce n'est pas toujours facile à vivre, il faut parfois s'accorder un peu de répit, surtout sachant qu'on n'a pas fini de la subir la réaction sur toute la ligne, c'est quand on ne se soulage pas un peu qu'on crée les conditions pour craquer, vous comprenez.

Ne craignez rien, il n'y a pas de mal à se faire du bien quand on a la conscience tranquille, quand on s'assume, ce qui n'est pas le cas des gens qui vous jugent, il faut s'en taper car généralement ils sont insignifiants ou ils ne sont pas vraiment des exemples à suivre, dans tous les cas de figure vaut mieux toujours être ce qu'on est, c'est un conseil d'ami. Et quand on fait des conneries, et bien cela montre tout simplement qu'on n'est pas différent des autres. En quoi cela serait-il insupportable, parce qu'on estimait être supérieur ou meilleur que les autres, ah ben c'est du joli ! ou parce que les autres pourraient s'en servir contre nous, et bien cela signifierait que vous manquez de modestie et que vous êtes vulnérable, dans ce cas-là il ne tiendrait qu'à vous de progresser.

Les gens qui ont une haute estime d'eux-mêmes ne le méritent pas ou ne valent pas grand chose généralement, quant aux arrogants ils sont puants, vaut mieux les éviter. Il y a aussi des gens qui

sont faussement superficiels, non pas qu'ils ne le soient pas, ils sont surtout très hypocrites. Ils vous parlent de choses insignifiantes parce qu'ils craignent de parler de choses plus sérieuses et autrement compromettantes. Je me suis fait bernier plus d'une fois par ce genre de gens au comportement ambiguë ou qu'on a du mal à cerner à cause de cela. Ils entretiennent de la sorte la bonne image qu'ils veulent qu'on ait d'eux, vous les trouvez sympathiques, mais ce n'est pas ce qu'ils pensent de vous, sauf que vous l'ignorez, c'est très sournois et vous pouvez longtemps vous faire abuser ainsi.

Etre gentil ou prévenant avec les gens ne présente pas que des avantages, loin de là, mais ce n'est pas une raison pour changer ou les juger. Vaut mieux encore être parfois le pigeon de quelques profiteurs ou de gens ayant des arrière-pensées inavouables que devenir mauvais et de haïr la terre entière.

Avec mon entourage, des gens ultra arriérés et très pauvres, j'ai volontairement des rapports qui sont très crus, très durs, d'une sincérité absolue, bien qu'il m'arrive de reporter parfois à plus tard ce que j'avais à leur dire, je ne l'oublierai pas et je leur caserai un jour ou l'autre, je profite de mon statut ni pour leur donner des leçons ni pour les juger, je me contente juste de remettre de l'ordre dans ce qu'ils m'ont raconté pour qu'ils en saisissent eux-mêmes les contradictions ou l'absurdité et puissent progresser, et cela marche du tonnerre. Quand quelqu'un a fait une connerie ou la reproduit sans cesse, cela ne sert à rien de le traiter de con ou de le mettre face à sa connerie, non, ce qu'il faut c'est qu'il arrive à se le dire lui-même et en tire un enseignement qui lui sera profitable pour la suite.

Il y a des gens qui ont un comportement très con et qui apparemment l'assume, c'est incompréhensible si on ne tient pas compte des avantages qu'ils en tirent, et surtout le fait qu'ils en ignorent les conséquences négatives, c'est donc cet aspect nuisible pour eux qu'il faut faire ressortir pour qu'ils en prennent conscience et que leur situation s'améliore, on peut les encourager à en faire l'expérience pour qu'ils jugent ensuite sur pièces, notre rôle s'arrête là.

Que les gens soient pauvres ou pas, éduqués ou évolués ou non, ils manquent singulièrement de logique dans leur vie, dans leur pensée. C'est la raison pour laquelle il faut les laisser parler ou les faire parler le plus possible. Ils vont vous débiter un tas de trucs dans un désordre indescriptible, il vous suffira ensuite de remettre chaque chose à sa place et de leur montrer les rapports de cause à effet qui existaient entre les expériences qu'ils avaient vécues pour qu'ils y voient plus clair. Ils peuvent évidemment refuser de se rendre à l'évidence, mais au moins ils disposeront dorénavant d'une base saine pour réfléchir à leur condition, qu'ils en fassent usage ou non, peu importe car on ne peut pas faire le bonheur des gens contre leur gré.

L'air de rien, la dialectique peut servir à cela dans la vie quotidienne, on peut aider un tas de gens, je peux même dire leur rendre des services inestimables et qui ne coûtent absolument rien, hormis beaucoup de patience d'un côté, et de modestie de l'autre. Les rapports avec des gens arriérés et pauvres seront toujours plus simples et plus sains qu'avec des gens évolués, parce que leur condition les porte naturellement à la modestie.

On a besoin des deux pour passer au socialisme, et la difficulté sur laquelle nous butons vient du fait qu'on est incapable de s'adresser aux uns et aux autres pour qu'ils progressent, et non de leur condition qu'on ne peut pas changer, auquel cas nous n'aurions pas besoin de combattre pour changer la société.

2- Autre chose.

Hier soir il m'est encore arrivé une expérience incroyable, si l'on veut car j'en vis régulièrement du même genre.

J'étais seul et je sirotais mon apéro, quand j'ai repensé à mon arrière-grand-père qui avait été forain et qui avait fini chanteur dans les cours dans le quartier de la République, il habitait rue Rambuteau, ma arrière-grand-mère était vendeuse des quatre saisons et tirait une charrette à bras en arpentant le boulevard entre République et Bastille.

J'avoue penser très rarement à mon arrière-grand-père, c'est exceptionnel, peut-être une dizaine de fois en un peu plus de 50 ans, quand j'étais gosse je l'avais rencontré deux ou trois fois.

Mon repas terminé, je lis quelques articles et j'écris quelques lignes puis je décide de regarder un film que j'avais téléchargé il y a quelque semaine, au hasard je jette mon dévolu sur un film de 1955 intitulé Sur le Banc avec Raymond Souplex et Jane Sourza comme acteurs principaux. Le film commence, et quelques minutes plus tard qu'est-ce que je découvre, c'est que Raymond Souplex dit la Hulette est chanteur dans les cours à Paris, quelle curieuse, incroyable coïncidence, n'est-ce pas ? Ce genre de trucs arrivent à tout le monde.

Comme quoi les rapports qui existent entre la pensée et le monde extérieur vont bien au-delà de ce qu'on imagine ou de nos connaissances actuelles en la matière.

Nous ne pensons pas tous les actes que nous accomplissons, de même qu'on ignore souvent d'où nous viennent certaines pensées. Penser est un acte, et un acte peut en entraîner un autre. Quand on s'empare d'une pensée, qu'on s'y attarde ou qu'on la développe, elle devient consciente, pas forcément, tout dépend du degré de lucidité qu'on a atteint, de l'intensité ou de la profondeur de cette pensée, de la charge émotive qu'elle renferme ou qu'un souvenir évoque, de sorte qu'elle va s'étendre bien au-delà du champ qu'elle embrasse et qui appartient au passé, pour tisser un lien ou trouver un relais dans le présent, qui restera inconscient ou sans conséquence si les conditions évoquées précédemment ne sont pas remplies, autrement dit cette pensée restera sans suite apparente ou matérielle, ou elle se concrétisera, elle se traduira par une nouvelle expérience qui s'inscrira dans son prolongement et dont on prendra conscience.

Il n'y a évidemment rien de mystique ou de théosophique là-dedans, cette expérience prouve que la pensée est un produit de la matière ou son prolongement.

Comment expliquer cela ?

Parce qu'il existe un lien entre toutes nos expériences passées et le présent sous une multitude de manifestations dont on n'a pas conscience, ce film en était une. Un fil relie le passé au présent, c'est un lieu commun, certes, mais on a tendance à l'ignorer, particulièrement en politique. Les gens qui tiennent à effacer leur passé ou à prendre leur distance avec lui sont à plaindre, parce qu'à un moment donné ils ne sauront plus où ils en sont, très souvent ils régressent et connaîtront une fin pénible qu'ils ne parviendront pas davantage à assumer et c'est bien triste.

### **La transition politique est toute trouvée**

Il existe aussi un fil qui parcourt l'histoire, qui relie chaque étape du développement de la civilisation humaine pour ne pas remonter plus loin.

Il existe un fil conducteur entre :

- Les banquiers de Hanove au XVIIe siècle, dont les Rothschild.
- Leur immigration dans différents pays dont les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et la France
- Théodore Herzl et son ouvrage l'Etat juif
- La création de la Banque centrale des Pays-Bas
- La création de la Banque d'Angleterre
- Le passage du capitalisme à l'impérialisme

- Les expéditions coloniales ou les guerres de rapine en Afrique
- Le développement de l'automobile et des multiples applications du pétrole dans l'industrie
- La crise du capitalisme au détour du XXe siècle
- L'affaire Dreyfus
- La création de la Fed en 1913 , toujours par les mêmes banquiers
- La Première Guerre mondiale
- La balkanisation du Moyen-Orient et de l'Afrique.
- La Déclaration de Balfour
- La création de la BRI
- La création du Council on Foreign Relation (CFR) en 1921
- Pacte secret en Ecosse le 28 août 1928 entre les oligarques de la Royal Dutch Shell (Hollandais), de la Standard Oil Cie. (Exxon) (Américain, Rockefeller), et de l'Anglo Persan (BP) (Britannique) pour se partager le marché mondial du pétrole, rejoints plus tard par Mobil, Gulf, Texaco, Chevron.
- La dépression de 1929
- La création des paradis fiscaux
- La montée de Hitler et du nazisme en Allemagne
- Pearl Harbour
- La Deuxième Guerre mondiale
- Gatts, OMC, Accord général sur le commerce des services (AGCS), Doha
- La fondation du FMI, de la Banque mondiale
- La fondation de l'ONU, de l'Union européenne
- La création d'Israël
- Le coup d'Etat en Iran en 1953, parmi bien d'autres en Afrique en en Amérique latine
- Le club Bilderberg en 1954
- La propagation de la pornographie et de la drogue
- Friedrich von Hayek enseigne l'ultra libéralisme à la London school of economics financée par la fondation Rockefeller, puis à l'université de Chicago
- La fin de la convertibilité du dollar en or en 1971
- La Commission Trilatérale en 1973
- La Banque de France passe sous la coupe du marché en 1973.
- Les crises du pétrole des années 70 et 80
- Le développement des ONG et des lobbies écologiste, féministe, antiraciste, antifasciste, altermondialiste, etc.
- L'implosion de l'URSS et du Pacte de Varsovie
- Toutes les révolutions dites de couleurs, des fleurs, le Printemps Arabe
- Maastricht, la BCE et l'euro
- Le 11 septembre 2001 et toutes les guerres qui allaient suivre
- La création d'Internet et des mal nommés réseaux sociaux
- L'élection de Sarkozy et la disparition programmée du parti gaulliste
- L'élection de Hollande et la disparition programmée du PS
- L'élection de Macron protégé de Rothschild

Que retrouve-t-on tout au long de ce fil ? Les mêmes banquiers liés aux guerres mondiales, au pétrole, au fascisme, à l'ultra libéralisme et à Israël, à Internet et la boucle du nouvel ordre mondial est bouclée.

Evidemment cela n'a absolument rien à voir avec ce qui figure dans les manuels scolaires ou universitaires, dans les ouvrages des historiens, dans la propagande diffusée par les médias détenus par des oligarques, ni même dans la formation dispensée aux militants par les partis ouvriers ou les syndicats.

Partant de là, comment voulez-vous les combattre ? Dès lors que votre argumentation comporte des contrevérités, des contradictions, des incohérences, de graves lacunes, des erreurs manifestes, etc. quelle crédibilité peut avoir votre discours ? Ce qui se passe, c'est qu'un jour où

l'autre forcément les militants découvrent qu'on leur a menti ou qu'on les a trompés, et c'est terminé, ils ne veulent pas en entendre davantage et ils ont raison.

La difficulté pour eux d'accéder à la vérité ou de s'en sortir, c'est que l'histoire qu'on leur a racontée ne reflétant pas la réalité, relevait à leur insu davantage de la propagande ou d'une théorie avec laquelle ils ont fini par s'identifier, de telle sorte que s'en séparer est extrêmement difficile, par crainte du vide ou de se faire abuser par d'autres personnes qui semblent également d'une honnêteté irréprochable, mais ne le sont pas forcément.

Quand on a cru quelque chose ou quelqu'un pendant des années ou toute sa vie, on a beaucoup de mal à concevoir qu'on s'était fourvoyé, et pourtant il faut bien parfois en prendre son parti, ce qui ne signifie nullement qu'on aurait été malhonnête, on a cru sincèrement certaines choses qui étaient fausses, voilà tout, cela arrive à tout le monde ou presque de se faire manipuler un jour ou l'autre, reste à savoir à quel niveau et pendant combien de temps, et personne n'a le droit de nous juger dès lors qu'on a toujours été animé de bonnes intentions, c'est l'un des rares cas où elles sont utiles à quelque chose, donc il faut en profiter et ne pas hésiter à modifier notre interprétation du monde.

De nos jours, et c'est malheureux à dire, je dis cela par expérience, il faut se méfier en premier lieu des documents fournis par des gens qui sont organisés dans un parti, car ils servent à justifier leur politique ou ils ont été conçus de telle sorte que les arguments ou les faits qui pourraient les contredire n'y figureront pas, ils les auront autocensurés, ils peut arriver aussi qu'ils en aient oubliés involontairement, dans ce cas-là on peut au moins se donner la peine de les lire. Mais comment le savoir, le détecter, car c'est plus qu'un esprit critique bien aiguisé qu'il faut avoir, ce sont des connaissances quasi encyclopédiques ou avoir lu et étudié pendant de longues années des milliers de documents sur une multitude de sujets, ce qui n'est pas le cas de la plupart des travailleurs ou des militants, ou alors il faut vérifier la véracité d'un tas d'informations fournies et être capable de vérifier qu'ils n'en existeraient pas d'autres qui iraient dans le même sens ou les contrediraient, il faut essayer de faire des recoupements, etc., mais là c'est le temps qui nous manque.

Donc sans tomber dans la paranoïa, il faut être vigilant et ne rien prendre comptant ou au premier degré, mais attention, il ne faut pas forcément écarter des faits ou des versions qui nous semblent improbables ou illogiques, parce qu'on ignore peut-être certaines choses, et puis il ne faut pas confondre notre logique, nos expériences, nos intentions avec celles des différents acteurs en présence, y compris le rédacteur d'un article.

### **Parole d'internaute**

- *"On remarquera que quand il s'agit des "Russes" Cubains, Chinois au tout autre "ennemi des USA" les théories du complot existent bel et bien. Mais quand il s'agit des USA, de l'Occident il est interdit de parler de "complots" ou "théories du complot" seuls "les autres" sont "coupables" de ces théories incroyables mais possibles."*

Selon le marxisme, le développement du capitalisme conduit à la barbarie ou au socialisme, on dit généralement que c'est une théorie qui repose sur les faits et leur enchaînement, mais cette explication n'est pas assez précise, en réalité le développement du capitalisme conduit effectivement à la barbarie, on en a la preuve sous les yeux quotidiennement, c'est donc un fait irréfutable, dont l'origine repose sur les fondements et les lois du fonctionnement du capitalisme qui en découlent. Le capitalisme est le produit du développement des forces productives et de la lutte des classes. Cette partie n'est donc pas à proprement parler une théorie mais plutôt un constat, un fait historique.

En revanche, le passage au socialisme relève de la théorie, dans la mesure où les facteurs subjectifs y jouent un rôle prépondérant. Sa réalisation nécessite que les éléments les plus conscients parmi les masses exploitées intègrent dans leur analyse les facteurs déterminants qui ont contribué au développement du capitalisme et qui permettent de passer à un mode de production supérieur et à la démocratie, de mettre un terme au règne de la nécessité et de l'exploitation de l'homme par l'homme pour passer à celui de la liberté. Ces éléments les plus conscients doivent prendre conscience du processus matérialiste dialectique qui est à l'origine du développement de la civilisation humaine pour qu'elle puisse passer à l'étape supérieure.

Ce en quoi le socialisme est une théorie, c'est qu'il prétend que les masses exploitées peuvent parvenir à remplir les conditions subjectives pour se débarrasser du capitalisme, à condition qu'elles parviennent à traduire consciemment en terme de tâches politiques et d'organisation les conclusions auxquelles conduit le processus matérialiste dialectique et historique, qui inclut les enseignements de la lutte de classe du passé. C'est potentiellement possible parce qu'on a acquis la connaissance de ce processus matérialiste dialectique et historique, qui comme tout processus dialectique comporte une contradiction, qui peut se résoudre ou s'orienter dans une direction ou une autre, ici en l'occurrence vers la barbarie ou le socialisme. Tout dépendra finalement de la capacité de chacun des acteurs en présence à venir à bout des obstacles qu'ils rencontreront sur leur chemin pour orienter ce processus dans une direction qui leur sera favorable ou atteindre leur objectif politique.

Déterminer la nature de ces obstacles qui se dressent sur la voie du socialisme, les décrire, les combattre, les briser, voilà en quoi consiste notre tâche la plus urgente. Rien ne dit qu'on y parviendra, auquel cas la société sombrera dans le chaos et la barbarie avant de s'éteindre ou disparaître.

Adopter la théorie du socialisme signifie simplement qu'on s'engage dans le combat politique afin que ce qui est du domaine du possible ou de l'utopie comme on disait autrefois se réalise enfin. Cela implique que consciemment et résolument on privilégie, on a confiance, on croit, on a la foi en un facteur, les masses exploitées et opprimées, au lieu de s'en remettre à un autre facteur, la classe des capitalistes et ses représentants. Tous ceux qui rejettent le socialisme, qui doutent du socialisme, pire, qui le combattent, s'en remettent à la classe des capitalistes qui selon eux devrait oeuvrer au destin de l'humanité, parce qu'ils estiment plus ou moins inconsciemment que les masses exploitées et opprimées n'en seraient pas capables.

### **Il faut le savoir**

#### **Un document exceptionnel : Histoire cachée : les origines secrètes de la Première Guerre mondiale**

- Tour d'horizon de « Hidden History », par Gerry Docherty et Jim Macgregor par Antony C. Black - Mondialisation.ca, 27 novembre 2017

Parmi les nombreux mythes qui embrouillent l'esprit politique moderne, aucun ne corrompt la compréhension ou ne maquille autant les faits historiques que le mythe voulant que les riches et les puissants de ce monde ne conspirent pas.

C'est totalement faux.

Ils conspirent continuellement, couramment, effectivement et diaboliquement, à une échelle qui dépasse l'entendement. Nier cette conspiration, c'est nier des preuves empiriques irréfutables et le bon sens le plus élémentaire.

Il n'en demeure pas moins que pour l'observateur averti du « grand jeu » politique, c'est une source inépuisable d'étonnement que de tomber sur des exemples toujours plus stupéfiants de machinations monstrueuses que les élites riches et puissantes sont capables d'échafauder. C'est ce à quoi s'emploient les auteurs Docherty et Macgregor, dans un livre qui nous couple le souffle.

Ainsi, l'histoire officielle et sacralisée des origines de la Première Guerre mondiale, nous disent les auteurs, ne serait qu'un seul et même tissu de mensonges du début à la fin. Plus à propos encore est la thèse des auteurs voulant que – pour paraphraser ce qu'a dit plus tard Churchill, qui occupe d'ailleurs une place de choix dans cet ouvrage – jamais autant de personnes ont été tuées, de façon si injuste, pour assouvir les ambitions et la soif de profit d'un si petit nombre.

En démolissant les nombreuses antiennes à propos des origines de la « Grande Guerre » (y compris la « responsabilité allemande », les « efforts de paix britanniques », la « neutralité de la Belgique » et « l'inévitabilité » de la guerre), Docherty et Macgregor pointent du doigt ceux qui sont vraiment à l'origine du conflit : des impérialistes britanniques formant une cabale plus ou moins secrète, dont les visées politiques pendant une quinzaine d'années consistaient à préparer une guerre européenne afin de détruire le nouveau concurrent commercial, industriel et militaire de la Grande-Bretagne qu'était l'Allemagne.

Pour résumer, Docherty et Macgregor soutiennent que « loin de se diriger aveuglément vers une tragédie mondiale, le monde qui ne se doutait de rien est tombé dans une embuscade tendue par une cabale secrète de bellicistes » qui ne se trouvaient pas à Berlin, mais bien « à Londres ».

J'avoue ici abonder dans le sens de cette thèse, aussi frappante soit-elle, ne serait-ce que pour le principe général. Après tout, il suffit de regarder la réalité politique d'aujourd'hui pour constater que nous nageons en plein délire orwellien. De plus, trente ans de journalisme indépendant m'ont amené non seulement à conclure que ce qu'on nous sert comme « nouvelles » n'a rien à voir avec la réalité, mais aussi que les écrits et les présentations historiques sont aussi bidons qu'un billet de trois dollars. Il faut tout de même que la thèse défendue repose sur un ou deux arguments crédibles. Voyons voir ceux que nous propose « Histoire cachée ».

## Les joueurs

Avant de nous lancer tête première dans le vif du sujet, commençons par esquisser le portrait des principaux protagonistes de cette sombre histoire.

Au commencement, il y avait Cecil Rhodes, le premier ministre de la colonie du Cap qui, nous rappellent les auteurs, était « en réalité un opportuniste s'accaparant des terres », dont la fortune a été assurée à parts égales « en réprimant brutalement les habitants locaux et en veillant aux intérêts miniers de la maison des Rothschild ». Apparemment, Rhodes parlait depuis longtemps de créer une « société comme celle des Jésuites » au service des ambitions mondiales de l'Empire britannique. En février 1891, il est passé aux actes en s'adjoignant les services de ses proches associés William Stead, un journaliste bien connu, et Lord Esher, un proche conseiller de la monarchie britannique.

Deux autres personnes se sont jointes peu après au cercle restreint du groupe clandestin : Lord Nathaniel (Natty) Rothschild, de la fameuse dynastie de banquiers britanniques et européens, et Alfred Milner, un érudit administrateur colonial brillant qui deviendra rapidement l'infatigable génie organisateur et maître des cérémonies du groupe.

À ces quatre personnalités centrales se sont joints par la suite Lord Northcliffe, le propriétaire du « Times », qui épaulera Stead dans sa propagande visant à préparer le public britannique à une guerre contre l'Allemagne, Arthur Balfour et Herbert Asquith, deux futurs premiers ministres britanniques qui joueront de leur influence parlementaire, Lord Salisbury et Lord Rosebery, qui

apporteront un lot additionnel de connections politiques, et Lord Edward Grey qui aura l'honneur, en sa capacité de ministre britannique des Affaires étrangères en 1914, d'enfoncer le dernier clou dans le cercueil de la paix européenne.

Le prince Édouard (qui deviendra peu après le roi Édouard VII) était aussi un ajout important qui, malgré son image de séducteur, était en fait un acteur politique astucieux, dont les fréquentes incursions sociales à l'échelle internationale constituaient une couverture idéale pour contribuer à forger, souvent secrètement, des alliances militaires et politiques entre la Russie, la France, la Grande-Bretagne et la Belgique.

Cette garde prétorienne a ensuite étendu ses tentacules à toutes les sphères de la hiérarchie du pouvoir britannique (puis du monde) en recrutant activement dans son « Association of Helpers » toute une myriade de bureaucrates, banquiers, officiers militaires, universitaires, journalistes et hauts fonctionnaires plus bas dans l'échelle, dont bon nombre, il s'est avéré, provenaient des collèges Balliol et All Souls, à Oxford.

Enfin, le légendaire Churchill, gonflé à bloc par sa propre grandiloquence bien lubrifiée avec l'argent des Rothschild, allait finir par occuper la place sacrée qui lui revenait parmi les avides de guerre élus secrètement.

#### Premières aventures

La première incursion de cette cabale élitiste a eu lieu en Afrique du Sud, avec la fomentation délibérée de la (2e) guerre des Boers (1899-1902). On avait découvert de l'or dans la région du Transvaal en 1886 et les impérialistes britanniques étaient déterminés à s'en emparer. Après un certain nombre de machinations ratées de Rhodes visant à faire tomber les Boers, l'élite secrète a obtenu un as dans son jeu quand Alfred Milner a été nommé haut commissaire de l'Afrique du Sud. Milner a aussitôt saisi le moment, sans passer Go, pour déclencher la guerre, imposer sa tristement célèbre politique de la terre brûlée et exiger une reddition sans condition, faisant ainsi valoir la philosophie martiale générale qui prévaudra plus tard contre l'Allemagne.

Après la défaite des Boers, Milner et ses acolytes (Rhodes est mort pendant les « négociations de paix ») ont rapidement investi les principaux organes de la gouvernance impériale britannique, dont les bureaux responsables des affaires étrangères, des colonies et de la guerre. Arthur Balfour est allé encore plus loin en créant, en 1902, le « Comité pour la défense impériale ». Ce dernier a joué un rôle considérable en court-circuitant presque entièrement le cabinet britannique dans les années, les mois et les jours précédant août 1914. Balfour était en fait l'un des deux seuls membres permanents de cette institution impériale d'importance majeure, l'autre étant Lord Fredrick Roberts, commandant en chef des forces armées et ami proche de Milner. C'est ce même Roberts qui, plus tard, nommera à leurs postes respectifs pendant la Première Guerre mondiale deux suivistes incompetents, Sir John French et Douglas Haig, qui mèneront des combats conduisant au massacre de centaines de milliers de soldats alliés.

L'année 1902 marquait aussi par l'établissement du traité anglo-japonais. La Grande-Bretagne craignait depuis longtemps que son empire en Extrême-Orient passe aux mains de la Russie et cherchait à amener le Japon à faire contrepoids. L'alliance a porté fruit lors du conflit russo-japonais de 1904-1905, au cours duquel la Russie a subi une défaite décisive. Sans jamais perdre de vue l'objectif à long terme (une guerre contre l'Allemagne), Milner et ses acolytes ont changé d'appât adroitement en courtisant aussitôt le czar Nicolas II, ce qui a abouti à la signature de la Convention anglo-russe de 1907. À la même période (1904), la Grande-Bretagne, avec l'aide cruciale d'Édouard VII, a mis fin à près de mille ans d'inimitié avec la France en signant l'Entente cordiale avec son ancien rival.

À la même période (1905), un accord plus ou moins secret a été conclu avec le roi Léopold II, qui autorisait la Belgique à annexer l'État indépendant du Congo. Il s'agissait, à toutes fins utiles, d'une alliance entre la Grande-Bretagne et la Belgique qui, dans la décennie qui a suivi, s'est continuellement approfondie avec la conclusion de nombreux accords militaires bilatéraux (secrets pour la plupart, donc soustraits au regard du Parlement britannique) et de « protocoles d'entente », qui mettaient sans équivoque l'accent sur le fait que la Belgique formerait une sorte de partie « neutre » dans le conflit à venir avec l'Allemagne.

L'alliance principale était dorénavant chose faite entre la Grande-Bretagne, la Russie, la France et la Belgique. Il ne restait plus qu'à obtenir la fidélité et l'obéissance des colonies britanniques. Pour y parvenir, Milner a organisé la conférence de presse impériale de 1909, qui réunissait une soixantaine de propriétaires de journaux, journalistes et rédacteurs provenant de l'ensemble de l'Empire, qui ont côtoyé 600 autres journalistes, politiciens et militaires britanniques dans une grande orgie de propagande guerrière. Le message martial a été ensuite dûment transmis aux multitudes coloniales inconscientes. Le succès de la conférence était particulièrement visible au Canada où, malgré les divisions extrêmes sur la question, plus de 640 000 soldats canadiens ont été envoyés dans les champs de la mort au nom d'une poignée d'impérialistes britanniques.

La « crise » marocaine

Docherty et Macgregor nous rappellent que l'historienne de renom Barbara Tuchman, dans son livre « Août 14 » (« The Guns of August ») qui a reçu le prix Pulitzer, « a précisé très clairement que la Grande-Bretagne était résolue à faire la guerre en 1911 et même avant. » En effet, les préparatifs de guerre étaient en cours depuis au moins 1906.

N'empêche que 1911 marque un tournant, lorsque l'élite secrète a tenté une première fois de déclencher une guerre contre l'Allemagne. Le prétexte était le Maroc. La Grande-Bretagne n'avait pas d'intérêts coloniaux directs au Maroc, mais la France et l'Allemagne en avaient. C'est alors que la cabale de Londres, avec Edward Grey au poste de ministre des Affaires étrangères, a mis dans le secret des dieux un ministre français clé, Théophile Declasse, ce qui lui a permis de monter ce qui était essentiellement une opération sous fausse bannière à Fez. La France a alors réagi en imposant une armée d'occupation. L'Allemagne s'est contentée de n'envoyer qu'une petite canonnière à Agadir, sauf que l'ensemble de la presse britannique, qui représentait les intérêts de « l'État profond » de la Grande-Bretagne, est tombé dans l'hystérie en condamnant les « menaces allemandes contre les voies maritimes britanniques », etc. Cette étincelle de guerre s'est éteinte à la dernière heure lorsque le premier ministre socialiste de la France (récemment élu), Joseph Caillaux, a entamé des pourparlers de paix avec le Kaiser. La guerre contre l'Allemagne devait donc être reportée.

Dans l'intervalle, la Grande-Bretagne, sous la direction de ses mandarins de l'ombre (presque toujours sans examen ou approbation du Parlement), poursuivait ses préparatifs de guerre. Par exemple, c'est à cette fin que Churchill, qui avait été nommé premier lord de l'Amirauté britannique en 1911, a redéployé sa flotte atlantique de Gibraltar à la mer du Nord et sa flotte méditerranéenne à Gibraltar. La flotte française a été redéployée simultanément de l'Atlantique à la Méditerranée pour couvrir le retrait de la flotte britannique. Ces manœuvres visaient stratégiquement la flotte allemande en mer du Nord. Les pions se mettaient en place sur l'échiquier.

Plaque désignant une banque comme membre (Source : Wikimedia Commons)

En France, le premier ministre de gauche et partisan de la paix Caillaux a été remplacé en 1913 par l'un des « assistants » des élites britanniques, en la personne de Raymond Poincaré, un germanophobe enragé d'extrême-droite. Poincaré a eu tôt fait de remplacer l'ambassadeur de France en Russie George Louis, qui ne prônait pas la guerre, par le revanchiste Declasse. Pendant ce temps aux États-Unis, la cabale secrète poursuivait ses manigances, surtout par l'intermédiaire de la Pilgrims Society et des maisons Morgan et Rockefeller, afin d'assurer

l'élection d'un démocrate inconnu mais malléable, Woodrow Wilson, contre le président Taft, qui était partisan d'une banque centrale sous contrôle public. L'« État profond » anglo-américain a ainsi pu créer la Réserve fédérale américaine, une banque centrale privée qui s'est consacrée dès le départ au financement de la guerre contre l'Allemagne.

### L'éperon balkan

Selon Docherty et Macgregor, le conte d'une simplicité trompeuse répété ad nauseam sur les circonstances entourant l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, le 28 juin 1914, serait aussi douteux que la version officielle de l'assassinat de JFK deux générations plus tard. En effet, les similitudes structurelles entre les deux – de l'absence flagrante de sécurité à la preuve manifeste de complicité de l'État (dans le cas qui nous intéresse, à partir de la Serbie, mais menant directement à Londres) – sont remarquables. L'assassinat a bel et bien causé un effet domino, sauf que les événements qui ont suivi n'étaient pas dus aux bas instincts des gens et à des forces inéluctables hors de tout contrôle humain, mais plutôt aux manigances conspiratrices d'esprits calculateurs.

Ainsi, tout de suite après l'assassinat, l'Autriche-Hongrie a bénéficié d'un soutien international généralisé, car elle était largement perçue comme la partie lésée. Mais les suspects habituels, après avoir aidé à mettre en scène le meurtre, ont réussi à renverser la vapeur de la propagande en défaveur de l'Autriche et de l'Allemagne en recourant à une ruse ingénieuse. Après avoir obtenu secrètement le contenu de la « note », qui énonçait les demandes de l'Autriche (raisonnables dans les circonstances) à l'endroit de la Serbie, la cabale secrète est arrivée à participer directement à la rédaction de la « réplique serbe ». La « réplique » devait bien sûr être inacceptable pour l'Autriche. Au même moment, le président français Poincaré s'est précipité à Moscou pour rassurer le czar et ses généraux que si l'Allemagne allait assumer ses responsabilités conformément à son alliance avec l'Autriche, la France soutiendrait la Russie dans le déclenchement d'une guerre généralisée en Europe. La France savait évidemment que l'Angleterre, ou plutôt sa clique impérialiste élitiste, souhaitait tout autant la guerre. C'est d'ailleurs à ce moment opportun que Grey et Churchill se sont ligüés pour acheter la Anglo-Persian Oil Company, assurant ainsi les approvisionnements pétroliers nécessaires à la marine britannique.

Pendant tout ce temps, le kaiser Guillaume et le chancelier Bethmann étaient les seuls hommes d'État qui aspiraient sincèrement à la paix. Leur diffamation subséquente par des hordes d'historiens pas très propres ont retenti dans les mêmes tons orwelliens que la diabolisation en cours par l'establishment des pays et des particuliers qui résistent à l'empire américain.

### Grey gagne son pari

Après avoir attisé les flammes du feu allumé dans les Balkans de façon à ce qu'il embrase toute l'Europe, le ministre des Affaires étrangères britannique Grey et le premier ministre Asquith se sont employés à porter tous les sales coups possibles sur le plan diplomatique pour saboter toute possibilité de paix et rendre la guerre inévitable.

Par exemple, le 9 juillet, l'ambassadeur allemand à Londres, le prince Lichnowsky, a été rassuré à maintes reprises par Grey que la Grande-Bretagne n'était engagée dans aucune négociation secrète qui mènerait à la guerre. C'était évidemment un mensonge éhonté. Le 10 juillet, Grey a fait croire au Parlement que la Grande-Bretagne n'avait pas la moindre crainte que les événements de Sarajevo conduiraient à une guerre continentale. Au même moment, le premier ministre autrichien Berchtold était trompé de la même manière par les trois gouvernements de l'Entente, qui prétendaient que leur réaction à la « note » n'irait pas plus loin qu'une protestation diplomatique. Sauf que pendant la troisième semaine de juillet, ces mêmes gouvernements ont fait volte-face en disant qu'ils rejetaient entièrement la réponse de l'Autriche.

Le 20 juillet, comme il a été rapporté, le premier ministre français Poincaré s'est rendu à Saint-Pétersbourg pour réaffirmer les accords militaires respectifs de la France et de la Russie. Le 25 juillet, Lichnowsky s'est présenté sans être annoncé au ministère des Affaires étrangères britanniques pour relayer l'appel désespéré du gouvernement allemand implorant Grey d'user de son influence pour stopper la mobilisation russe. Ce qui est incroyable, c'est que personne n'était disposé à le recevoir. De toute façon, la Russie avait secrètement commencé à mobiliser ses forces armées le 23 juillet, pendant que Churchill faisait de même le 26 juillet avec la flotte britannique à Spithead.

Bien entendu, rien de ce qui précède ne s'est fait dans le cadre d'un processus démocratique. Pour reprendre les propos de Docherty et Macgregor :

« Pour ce qui était de la population [britannique], rien de fâcheux ne se passait. C'était juste un autre week-end d'été. »

Le 28 juillet, l'Autriche a déclaré la guerre à la Serbie, même si elle n'était pas en mesure de l'envahir avant une quinzaine de jours. Pendant ce temps, le ministère des Affaires étrangères britannique commençait à faire circuler des rumeurs voulant que les préparatifs de guerre de l'Allemagne étaient plus avancés que ceux de la France et de la Russie, alors qu'en réalité, c'était exactement le contraire. Les choses se précipitaient dangereusement hors du contrôle de Guillaume.

Le 29, Lichnowsky a de nouveau imploré Grey d'empêcher la mobilisation russe à la frontière de l'Allemagne. Grey a répondu qu'il allait écrire quatre dépêches à Berlin qui, à la lumière des analyses d'après-guerre, n'ont jamais été transmises. Les dépêches ne faisaient partie que d'une mascarade pour faire croire que la Grande-Bretagne (et surtout lui, Grey) faisait tout en son pouvoir pour éviter la guerre. C'est aussi le 29 en soirée que Grey, Asquith, Churchill et Richard Haldane se sont réunis pour discuter de ce qu'Asquith appelait « la prochaine guerre ». Docherty et Macgregor soulignent de nouveau que ces quatre hommes étaient pratiquement les seuls en Grande-Bretagne au courant de la calamité qui s'annonçait, à l'insu des autres membres du Cabinet, des députés du Parlement et des citoyens britanniques. Ils en étaient en fait les architectes.

Le 30, le Kaiser a transmis au czar Nicolas un appel vibrant à une négociation de la prévention des hostilités. Touché par ce plaidoyer, Nicolas a dépêché à Berlin son émissaire personnel, le général Tatishchev, pour négocier la paix. Malheureusement, Tatishchev ne s'est jamais rendu à Berlin, car il a été arrêté et emprisonné cette nuit-là par le ministre des Affaires étrangères russe Sazonov qui, comme les auteurs l'expliquent de façon convaincante, constituait depuis longtemps un atout dans le jeu de la cabale de Londres. Sous la pression constante des hauts gradés de son armée, Nicolas a fini par céder et a ordonné la mobilisation générale dans l'après-midi du 30 juillet.

L'annonce officielle de la mobilisation russe a sonné le glas à toute possibilité de paix. Se rendant compte qu'elle avait été bernée et qu'elle allait être attaquée sur deux fronts, soit à l'ouest par la France et à l'est par la Russie, l'Allemagne a ordonné la mobilisation générale à son tour le 1er août. C'était la dernière puissance occidentale à le faire, ce qui en dit long. Mais l'Allemagne a commis alors une erreur tactique cruciale après l'annonce de la mobilisation générale, en prononçant une déclaration de guerre officielle et tenue par l'honneur contre la France. Ce faisant, elle sautait à deux pieds dans le piège tendu par Grey et cie, qui n'avaient cessé de manigancer pour que la guerre se déclenche sans être perçus comme en étant les instigateurs officiels.

Mais il restait une dernière carte dans le jeu de Grey, qu'il devait jouer pour amener un cabinet et une Chambre des communes pas très portés à la guerre d'abandonner leur bon sens et de foncer tête première dans une guerre totale paneuropéenne. Tout comme le mythe des « armes de destruction massive » a servi de prétexte à l'agression impérialiste étasunienne, le mythe de la

pauvre et inoffensive « Belgique neutre » a servi de porte-étendard aux visées de l'impérialisme britannique.

Le discours qui a scellé le sort de millions de gens

Le 2 août 1914, le premier ministre Asquith a convoqué une réunion du cabinet spéciale pour discuter de la crise (montée de toutes pièces). Bien que les membres du cabinet étaient peu enclins à approuver la participation britannique à une guerre continentale, ils ont tâté de subir des pressions et d'obtenir des révélations à propos d'un « ensemble complexe d'obligations [militaires et politiques] qu'on leur avait déjà garanti comme n'étant pas des obligations, [et] qui s'étaient tissées autour d'eux pendant qu'ils dormaient ». Fait crucial, Grey s'est gardé de leur dire que l'ambassadeur allemand Lichnowsky avait, la veille même (1er août), proposé de garantir la neutralité belge. D'ailleurs, la supercherie de Grey n'aurait jamais été connue si le chancelier Bethmann n'avait pas fait état de la proposition au Reichstag le 4 août.

Une fois le cabinet suffisamment confondu, trompé et dupé (Asquith avait déjà donné des ordres de mobilisation à l'armée et à la marine sans que le cabinet ne l'approuve ou ne le sache), il ne restait plus qu'à bernier le Parlement. Ainsi, le 3 août, Sir Edward Grey a pris la parole pour entamer ce qui allait être un panégyrique épique sur les folies de la paix et les vertus de la guerre. L'auditoire n'était pas particulièrement réceptif là non plus, mais le sermon a réussi à gagner en force.

En commençant par dire que la paix en Europe « ne peut être préservée », Grey s'est lancé dans une litanie incroyable de mensonges et de déformation des faits à propos des accords militaires complexes en vigueur depuis longtemps entre l'Angleterre, la France, la Russie et la Belgique. Grey niait leur existence. Qu'en était-il de l'écheveau complexe des accords diplomatiques? Il n'y avait pas d'accords, pareils enchevêtrements n'existaient pas. Le Parlement était « libre » de voter en pleine conscience, d'exercer son mandat démocratique, tant qu'il ne vote pas en faveur de la paix bien sûr.

Tout ce qui précède n'était que le préambule de la pièce maîtresse du discours de Grey : la neutralité de la Belgique. Cette imposture flagrante n'a été surpassée en duplicité que par l'omission volontaire de Grey de parler au cabinet, puis au Parlement, de la garantie offerte par l'Allemagne concernant le point litigieux qu'était la neutralité de la Belgique. Grey a préféré montrer, pour faire plus d'effet, un télégramme émouvant du roi de Belgique implorant de l'aide au roi Georges. Il ne pouvait y avoir de moment mieux choisi pour qui l'aurait rédigé délibérément pour l'occasion, ce qui était d'ailleurs le cas. Les appels en faveur de la guerre des chefs des partis d'opposition qui ont suivi ce sermon étaient eux aussi prévus. Churchill les avait tous sondés et ralliés à la cause avant la session du jour. Seul Ramsay MacDonald, le chef du Parti travailliste, a nagé à contre-courant de la vague bien orchestrée « d'inévitabilité » qui revenait constamment dans la péroraison martiale de Grey.

La session du jour s'est terminée sans débat. Asquith ne l'avait pas permis, bien que le président de la Chambre l'ait pressé d'autoriser la reprise des travaux en soirée. Entre-temps, Grey a scellé le sort, c.-à-d. la guerre, en lançant un ultimatum à l'Allemagne, la sommant de ne pas envahir la Belgique, tout en sachant que l'invasion avait déjà commencé. Pour reprendre les mots de Docherty et MacGregor, c'était un « coup de maître ». La guerre était dorénavant inévitable. La session du Parlement tenue en soirée a eu beau faire l'objet d'un débat vigoureux et substantiel qui a démolé en grande partie la position de Grey, les jeux étaient faits. Au moment opportun, Arthur Balfour, « ancien premier ministre conservateur et membre du cercle restreint de l'élite secrète, s'est levé, menaçant. Il en avait assez. » Jetant tout le poids de son autorité de magistrat, il a condamné, ridiculisé et rejeté les arguments contre la guerre, les qualifiant de « lie du débat ». La Chambre des communes ayant ainsi été muselée, la dernière chance de paix en Europe était perdue.

## Plus ça change...

Ce qui frappe encore et encore en lisant « Histoire cachée », c'est le son de la vérité qui retentit de chaque page, de chaque révélation. Apprendre qu'un groupe si restreint de membres d'une élite, faisant fi de tout contrôle démocratique, puisse sceller le sort – et la mort – de millions de personnes, a de quoi nous révolter. C'est vrai, mais cela ne nous surprend pas, parce que le même phénomène est en train de se produire sous nos propres yeux. En effet, l'état actuel de la « guerre permanente » est ni plus ni moins la condition inconsciente de la modernité même.

Docherty et Macgregor apportent une belle contribution ici. Ils vont beaucoup plus loin que ceux que David Irving a si justement qualifiés « d'historiens de cour », en parlant des historiens prostitués de l'élite et de l'establishment qui reprennent le consensus établi. Docherty et Macgregor nous donnent un aperçu de ce que signifie vraiment écrire l'histoire. S'il y a une leçon – ou plutôt une contre-leçon – à tirer de cet ouvrage, c'est que nous serons condamnés à répéter l'histoire aussi longtemps que nous écouterons ceux qui se consacrent à l'obscurcir et à la fausser, autrement dit, ceux qui nous mentent.

Antony C. Black

Article original en anglais :

Hidden History: The Secret Origins of the First World War, publié le 17 juillet 2017

Traduction par Daniel pour Mondialisation.ca

Pour vous procurer le livre : <http://editionsnouvelleterre.com/boutique/home/32-l-histoire-occultee-les-origines-secretes-de-la-premiere-guerre-mondiale-9782918470236.html>

### **- Les riches contre les peuples par Jean Ziegler - Mondialisation.ca, 25 novembre 2017**

Trois extraits.

1- En 2002, suite à une sécheresse effroyable, la famine provoqua la mort de dizaines de milliers d'êtres humains au Malawi. Sur les 11 millions d'habitants de ce pays du sud-est africain, 7 se sont trouvés gravement sous-alimentés. Le gouvernement était dans l'incapacité de venir en aide aux victimes, puisque quelques mois auparavant, il avait dû vendre sur le marché ses stocks de réserve de maïs (40 000 tonnes !) pour payer un fonds vauvour, qui avait obtenu, devant un tribunal britannique, la condamnation du Malawi au versement de plusieurs dizaines de millions de dollars...

2- Jürgen Habermas, le sociologue allemand : « L'éviction de la politique par le marché se traduit par le fait que l'État national perd progressivement sa capacité à recouvrer des impôts, à stimuler la croissance et à assurer par là les bases essentielles de sa légitimité, or cette perte n'est compensée par aucun équivalent fonctionnel (...) Confrontés au risque de voir s'enfuir les capitaux, les gouvernements nationaux s'engagent dans une course folle à la dérégulation par l'abaissement des coûts, d'où résultent des bénéfices obscènes et des écarts inouïs entre les salaires, la croissance du chômage et la marginalisation sociale d'une population pauvre de plus en plus importante. À mesure que les conditions sociales d'une large participation politique sont détruites, les décisions démocratiques, même adaptées d'une façon formellement correcte, perdent de leur crédibilité ». (Jürgen Habermas, *Après l'Etat-nation. Une nouvelle constellation politique*, Fayard, 2000, p. 74 et 75.)

3- A propos de Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne.

De 2002 à 2010, l'homme a été à la fois Premier ministre, ministre des Finances du Luxembourg et président de l'Eurogroupe. Dans ses fonctions, il a négocié 548 arrangements fiscaux secrets, appelés « tax rulings », avec nombre de sociétés multinationales bancaires, commerciales, industrielles et de services. Ces tax rulings, comme on le dit pudiquement, visaient à favoriser l'évasion fiscale. Mondialisation.ca, 25 novembre 2017

En complément. Ils osent tout.

- Une vingtaine de pays sur la liste noire provisoire de l'UE - Reuters

**- Trois milliardaires sont plus riches que la moitié de la population américaine par Eric London - wsws.org 11 novembre 2017**

Selon un rapport publié mercredi par l'Institute for Policy Studies (IPS), les trois Américains les plus riches – Jeff Bezos, Bill Gates et Warren Buffett – possèdent désormais plus de richesse que la moitié la plus pauvre de la population américaine, soit environ 160 millions de personnes.

Les « 60 familles » américaines, dont l'énorme richesse avait été révélée en 1923 par le journaliste Ferdinand Lundberg, ont été remplacées par seulement trois milliardaires dont la richesse combinée est de plus de 264 milliards de dollars.

Le rapport de l'Institute for Policy Studies, « Billionaire Bonanza: The Forbes 400 and the rest of us » (Aubaine pour les milliardaires : Les 400 de Forbes et le reste d'entre nous), révèle que les 25 Américains les plus riches sont plus riches que les 56 % les moins riches de la population des États-Unis. La valeur nette des 400 plus riches est à peu près égale à celle des deux tiers des moins riches du pays, soit un total de 200 millions de personnes. Selon les auteurs du rapport, les États-Unis sont devenus « une aristocratie héréditaire de la richesse et du pouvoir ».

La concentration sans précédent de la richesse est un phénomène international. Oxfam a rapporté en juin 2017 que les 5 personnes les plus riches possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale, contre les 80 personnes les plus riches en 2015. Aujourd'hui, chacun des 5 premiers milliardaires possède autant que 750 millions de personnes, plus que la population totale de l'Amérique latine et le double de la population des États-Unis.

Le rapport de l'IPS explique que les données américaines « sous-estiment nos niveaux actuels de concentration de la richesse » parce que « l'utilisation croissante des paradis fiscaux et des fiducies [transferts temporaires de propriété] à l'étranger a rendu la dissimulation des actifs plus répandue que jamais auparavant. Un rapport de 2017 publié par Alstadsaeter, Johannesen et Zucman et intitulé « Qui possède la richesse dans les paradis fiscaux ? » estime que les super-riches du monde possèdent entre 5700 et 32 000 milliards de dollars cachés à la fiscalité ou aux analyses statistiques.

Alors que les super-riches dominent, les 90 % les plus pauvres font face à des difficultés et à des crises qui ne varient qu'en termes d'immédiateté. Le rapport de l'IPS mesure la valeur nette des familles ouvrières en soustrayant la valeur des biens durables comme les automobiles, les appareils électroménagers et les meubles. Selon leurs estimations, plus de 19 % des ménages américains – environ 60 millions de personnes – ont une « valeur nette de zéro ou négative » lorsque les biens durables en sont soustraits.

Au-delà des 20 % les plus pauvres, le rapport explique que « même les familles à revenu faible et moyen qui ont une certaine richesse n'ont souvent pas de liquidités – liquidités ou épargne – à leur disposition. Plus de 60 % des Américains déclarent ne pas avoir suffisamment d'économies pour couvrir une urgence de 500 dollars. »

Le rapport de l'IPS s'appuie sur les données de l'Enquête sur les finances des consommateurs de la Réserve fédérale américaine, que le World Socialist Web Site a analysé en détails le mois dernier. Alors que les hyper-riches ont accumulé de vastes sommes, une couche plus large, comprenant les 10 % les plus riches, s'est aussi considérablement enrichie ces dernières années au détriment des masses laborieuses. Les 10 % les plus riches des États-Unis – la base sociale et politique pour les politiques de genre et d'identité – possèdent 77,1 % de la richesse totale, tandis que les trois quarts inférieurs en possèdent seulement 10 %.

L'explosion de l'inégalité sociale n'est pas un processus accidentel. C'est le fruit d'une campagne de plusieurs décennies menée par les partis démocrate et républicain pour transférer des milliers de milliards de dollars de la classe ouvrière dans les poches des riches. Les « réussites » des deux partis au cours des quarante dernières années sont une litanie de réductions d'impôts pour les riches, de coupes dans les programmes sociaux, la désindustrialisation de vastes régions du Midwest, l'éviscération des règlements encadrant les grandes entreprises et la dépense de milliards de dollars pour la guerre impérialiste, la surveillance de l'État, la déportation et l'incarcération massives.

L'administration Obama a marqué une étape dans cette longue contre-révolution sociale définie par le sauvetage de Wall Street en 2008-2009, la restructuration de l'industrie automobile en 2009 et la faillite de Détroit en 2013-14. Avec l'aide de l'administration démocrate, l'élite dirigeante s'est enrichie en profitant de la crise financière.

En conséquence, les États-Unis sont maintenant une oligarchie. Grâce à son immense richesse et au contrôle des grandes sociétés, les super-riches ont établi une domination totale sur toutes les institutions officielles du pouvoir politique, culturel et intellectuel... wsws.org 10.11

#### **- Le leurre et l'argent du leurre. Editorial de Ruptures paru dans l'édition du 24/11/2017.**

La surprise est totale, l'information inédite, le scoop incroyable : la fraude et l'évasion fiscales séviraient aux quatre coins de la planète, via des paradis fiscaux. Il n'a pas fallu moins d'un consortium de 96 médias internationaux et de 400 journalistes pour étayer une telle révélation, désormais connue sous le terme (forcément) anglais de « Paradise papers ».

Plus encore que dans les affaires précédentes (printemps 2016, automne 2016), un torrent éditorial a déferlé, listant les secrets des multinationales concernées, couvrant d'opprobre les milliardaires impliqués. A la suite des grands médias, les responsables politiques, toutes tendances confondues – en France et ailleurs – ont été prompts et (presque) unanimes à s'indigner.

Les ministres des Finances des Vingt-huit se sont immédiatement engagés à renforcer la lutte contre les « pratiques fiscales agressives », fussent-elles légales. La Commission a pointé à demi-mots les États membres qui traînent les pieds car soupçonnés de dumping fiscal inélégant (Malte, l'Irlande, le Luxembourg...). A Bruxelles, de bons esprits ont opportunément saisi l'occasion pour marteler que la règle de l'unanimité qui subsiste dans le seul domaine fiscal – pour préserver un doigt de souveraineté nationale – était décidément obsolète.

- l'indignation face à des pratiques « choquantes » substitue le terrain de la morale à celui de la politique – ce qui est le moyen le plus sûr d'égarer les peuples

Face à un tel consensus, il convient de préserver l'esprit critique. Et d'abord de souligner que l'indignation face à des pratiques « choquantes » substitue le terrain de la morale à celui de la politique – ce qui est le moyen le plus sûr d'égarer les peuples.

Ensuite, l'insistance récurrente quant à la nécessité de combattre cet « envers de la mondialisation » interroge : est-ce bien de l'« envers » qu'il s'agit ? Au fond, le message subliminal adressé aux manants est le suivant : si seulement nous arrivions à endiguer et à civiliser la « cupidité » des grandes firmes et l'« avidité » des milliardaires, nous pourrions enfin profiter de la mondialisation heureuse.

Or il faut rappeler cette vérité qui ne fait l'objet d'aucun grand titre : l'évasion fiscale ne pourrait en aucune manière exister, du moins à cette échelle, si la libre circulation des capitaux n'avait pas été érigée en table de la loi, dans les traités européens en particulier. Qui se souvient qu'avant la décennie 1980, tout mouvement de capitaux était strictement réglementé et devait être déclaré ? L'Union européenne a dynamité cet « archaïsme ».

Dès lors, l'indignation officielle contre l'évasion fiscale pourrait être une manière de leurre, obscurcissant délibérément la véritable nature du phénomène : un choix politique de « liberté » que les oligarques mondialisés entendent maintenir quoi qu'il arrive.

- Mais une question n'est jamais posée : comment se constituent les milliards de profits et de fortunes ?

En outre, nous laisse-t-on entendre, tout pourrait aller bien mieux si les multinationales et les hyper-riches contribuaient raisonnablement aux budgets publics via l'impôt. Mais une question n'est jamais posée : comment se constituent les milliards de profits et de fortunes ? Pour ne citer qu'un exemple, le richissime Xavier Niel, propriétaire de Free (et actionnaire de référence du Monde) est couvert de honte parce qu'il aurait mis à l'abri ses petites économies sous les tropiques. Mais lorsqu'un documentaire a récemment mis au jour la véritable origine de sa fortune – l'exploitation pure et dure de milliers de salariés, véritables esclaves modernes – le retentissement médiatique a été légèrement plus modeste... Et pour cause : ce n'est pas seulement légal, c'est le fondement même du système.

Car le problème n'est pas d'abord ce que reversent – ou pas – les détenteurs de capitaux, mais la capacité de ceux-ci à prospérer sur la seule base de l'exploitation du travail de ceux qui n'ont que leurs bras et leur tête pour vivre. Mettre le projecteur de l'indignation sur la conséquence peut constituer le plus sûr moyen d'escamoter la nature profonde du problème. Déjà, dans l'Opéra de quat'sous, Bertold Brecht faisait dire à son héros : « qu'est-ce que le cambriolage d'une banque comparé à la fondation d'une banque ? ».

- « qu'est-ce que le cambriolage d'une banque comparé à la fondation d'une banque ? »

Enfin, ici et là, d'aucuns pointent le bout de l'oreille et expliquent : si nous n'endiguons pas l'évitement fiscal des oligarques, le « populisme » risque de se développer encore. Mais tenter de surfer sur la colère populaire pour mieux la détourner de l'essentiel – n'est-ce pas là, précisément, une bonne définition du « populisme » ?

A force de jouer avec le feu (de l'indignation), les apprentis sorciers médiatiques pourraient, un jour, avoir quelques surprises. Ruptures du 24/11/2017

**- À l'Onu, l'incapacité US d'admettre la réalité par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire**

[www.voltairenet.org/article198863.html](http://www.voltairenet.org/article198863.html)

Alors que les présidents Poutine et Trump avancent sur la question syrienne, les hauts fonctionnaires d'origine US à l'Onu ont entamé un bras de fer avec la Russie. Refusant d'enquêter sur un crime qu'ils ont déjà jugé a priori, ils ont provoqué non pas un, mais quatre véto au Conseil de sécurité. Pour Thierry Meyssan, le comportement schizophrénique des États-Unis sur la scène

internationale atteste à la fois de la division de l'administration Trump et du déclin de l'impérialisme US. Réseau Voltaire 21 novembre 2017

### **- L'OTAN demande une conversion à l'économie de guerre par Wolfgang Jungmann — 27 novembre 2017**

Le Secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg a appelé, à l'occasion de la rencontre des ministres de la Guerre de l'OTAN, à orienter la planification de l'infrastructure civile vers les besoins de l'armée : « Il ne s'agit pas seulement de commandement. Nous devons également veiller à ce que les routes et les ponts soient assez solides pour supporter les plus massifs de nos véhicules et que les réseaux ferroviaires pour le transport rapide de blindés et de matériel lourd soient bien équipés. »

Stoltenberg n'a laissé planer aucun doute sur la direction que prendront les mouvements de troupes : « Les routes et les voies mal adaptées pour le transport des chars rendent actuellement difficile par exemple un déplacement rapide de troupes vers les pays baltes. »

C'est de nouveau contre la Russie. Exactement comme le Führer avait développé le réseau d'autoroutes par tous les moyens dans les années 1930, pour déplacer le plus rapidement possible des troupes et du matériel vers l'Est (le dernier tronçon de l'A2, qui reliait Berlin à la Ruhr, a été inauguré ponctuellement le 23 septembre 1939, pour le début de la Seconde Guerre mondiale), le renforcement de l'infrastructure de transport fait partie aujourd'hui encore d'une préparation consciencieuse et responsable de la guerre.

L'ensemble de l'UE a immédiatement pris position, claqué des talons et promis solennellement de remettre prochainement en état le réseau de transports à l'abandon en Europe. Die Zeit rapporte : « Federica Mogherini, la représentante de l'UE pour les affaires étrangères, a annoncé à Bruxelles que la Commission européenne diffuserait, d'ici la fin de la semaine, des propositions sur la manière dont le transport de troupes à l'intérieur de l'Europe peut être amélioré. »

Cette entrée massive de la politique en faveur d'une économie de guerre, dans laquelle toutes les activités se concentrent uniquement sur le renforcement de la capacité de faire la guerre, est le point culminant d'une propagande belliqueuse s'aggravant sans cesse...

<http://arretsurinfo.ch/lotan-demande-une-conversion-a-leconomie-de-guerre/>

### **Bienvenue chez les esclavagistes des temps modernes.**

### **- «Dans la sous-traitance hôtelière, c'est de l'esclavage moderne» - liberation.fr 26 novembre 2017**

En charge du nettoyage du Holiday Inn de Clichy-la-Garenne, les salariés de Héméra sont en grève depuis le 19 octobre contre des mutations et les cadences infernales. La direction reste sourde.

La grève s'éternise. Depuis plus d'un mois, des salariés d'une entreprise sous-traitante, Héméra, qui gère le nettoyage de l'hôtel Holiday Inn de Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine), ont entamé leur mouvement de protestation. Multipliant les actions pour faire entendre leurs revendications face à une direction impassible. Jeudi soir, onze fantômes ouvrent le cortège dans la nuit. C'est le déguisement qu'ont choisi ces salariés en grève pour attirer l'attention sur leur sort. Une centaine de personnes sont venues à Clichy manifester à leurs côtés. «Ces travailleurs sont des salariés invisibles», lance le responsable du syndicat CGT des hôtels de prestige et économiques (HPE), Claude Levy.

Le défilé est parti du Holiday Inn de Clichy et s'est terminé devant la mairie. «Sous-traitance, maltraitance !» «Frottez, frottez, il faut payer. L'esclavage, c'est fini !» : voilà quelques-uns des slogans qui ont retenti dans le centre-ville. En soutien au mouvement, des travailleurs, des Clichois et des syndiqués ont protesté contre les méthodes de travail de Héméra. Lancé pour dénoncer la mutation d'une gouvernante, la deuxième en six mois, le mouvement s'est étendu à d'autres revendications. Outre la suppression de la clause de mobilité figurant dans leurs contrats, les grévistes demandent l'arrêt du paiement à la chambre (illégal pour un salarié), le règlement des heures supplémentaires, une prime de 13e mois et, surtout, leur embauche directe par le donneur d'ordre, Holiday Inn. «Six jours sur sept»

L'entreprise de sous-traitance Héméra a décroché le 19 décembre 2016 un contrat d'un an avec l'hôtel de Clichy. Elle a récupéré de fait les 35 salariés du nettoyage, en majorité immigrés, qui travaillaient déjà pour le précédent prestataire - comme le prévoit la convention collective du secteur si ceux-ci ont au moins quatre mois d'ancienneté. Depuis, leurs acquis sociaux seraient «bafoués», dénonce Mirabelle Nsang, 43 ans, gouvernante d'origine camerounaise et représentante de la section syndicale CNT-Solidarité ouvrière à Héméra. Elle s'insurge : «Nos plannings ont changé, on travaille six jours sur sept. Nos deux jours de repos consécutifs ont disparu. Avant, les femmes de chambre devaient nettoyer 17 chambres en sept heures. Avec Héméra, on leur demande de faire 20 à 25 chambres. On finit plus tard et on n'est pas payés. On avait droit à un week-end par mois et certains salariés n'en ont même pas eu. Héméra a tout détruit.» La situation concerne selon elle des femmes de chambre, des gouvernantes, des équipiers et des plongeurs. Mirabelle Nsang dénonce également le «harcèlement» de la cheffe de site : «Elle ne te donne que des chambres à faire après des séjours de longue durée, où elles sont plus sales, pour te faire mal. Elle veut réformer son équipe pour être entourée de gens qui disent oui à tout.»

«Nous, les immigrés, on mène ce combat car nous n'avons pas d'autre choix», assure Mirabelle Nsang. Ils espèrent que l'issue sera positive, comme cela a été le cas dans différents dossiers ces dernières années : en 2015 notamment, un mouvement de grève avait contraint le groupe Louvre Hotels à intégrer des femmes de chambre dans cinq de ses établissements.

A Clichy, au premier jour du mouvement, 33 salariés sur 35 étaient en grève. Leur nombre a ensuite diminué progressivement pour se stabiliser à 11, «le noyau dur», comme l'indique cette mère de famille qui travaille dans l'hôtel depuis onze ans. «Les autres grévistes ont repris le travail après avoir subi des pressions d'autres syndicats», accuse la représentante CNT-SO. Pour Eric, 35 ans, équipier dans l'hôtel depuis dix ans et délégué syndical de FO, «le conflit est légitime. On en avait ras-le-bol de cette situation, c'est un système qui pousse les gens à craquer». Il n'oublie pas les provocations de la cheffe de site, qui lui répétait : «L'aspirateur est ta copine», ou encore «mon petit-fils de 2 ans passe l'aspirateur mieux que toi». Ce père de deux enfants raconte avoir été «blessé» par ces «propos désobligeants» et qu'il se rendait sur son lieu de travail la «boule au ventre». Les mutations de deux salariées de Héméra, qu'il qualifie d'«arbitraires et brutales», ont été l'élément déclencheur de la grève qui a débuté le 19 octobre.

Contactées par Libération, la société Héméra et la directrice de l'hôtel Holiday Inn de Clichy, dont le comportement est mis en cause par les grévistes, n'ont pas souhaité répondre à nos sollicitations. Le groupe Intercontinental, poids lourd hôtelier à l'échelle mondiale et propriétaire de la marque Holiday Inn, nous a fait parvenir cette unique réponse : «Un petit nombre d'employés travaillant pour un prestataire de services ont choisi de se mettre en grève en raison d'un différend avec leur employeur à propos de leurs salaires et de leurs avantages. L'équipe de direction de ce sous-traitant a immédiatement ouvert le dialogue pour trouver un accord avec les syndicats et faire en sorte que le personnel puisse retourner rapidement au travail, sans que cela n'affecte nos clients ni la qualité de nos services.»

Juriste au syndicat CNT-SO, Etienne Deschamps n'a pas le même souvenir des négociations. Au premier jour de la grève, il a rencontré avec d'autres représentants Carlos Goncalvez, le directeur

d'exploitation de Héméra : «Nous lui avons dit que si les mutations prévues étaient annulées, les salariés reprendraient le travail immédiatement, avec le paiement de la journée de grève et un calendrier de négociations fixé maintenant pour le reste des revendications.» Une réponse de l'entreprise de nettoyage devait arriver dans l'après-midi. Une délégation, accompagnée du juriste de la CNT-SO, est finalement reçue le 26 octobre, sept jours après, par le PDG de Héméra, Denis Schiavone, en présence de Goncalvez : le refus de revenir sur la clause de mobilité est notifié aux grévistes. Le lendemain, des policiers en verbalisent neuf d'entre eux pour nuisances sonores. 68 euros d'amende chacun. Depuis le début de la grève, déplore Mirabelle Nsang, «la directrice de l'hôtel n'est même pas sortie nous voir pour nous demander ce qui se passe». Alors qu'elle nous parle, un salarié de l'hôtel sort de l'établissement et bouscule une syndicaliste tandis qu'un autre, dont la journée de travail vient de se terminer, insulte une gréviste.

Le quotidien des employés de la sous-traitance est rude. De nombreuses femmes seules habitent loin de leur lieu de travail. Illiana Saintulme, 48 ans, mère de quatre enfants, fait les allers-retours depuis Sarcelles (Val-d'Oise). «Je mets une heure trente en transports, avec trois changements, pour venir travailler.» Cette femme de chambre est employée dans l'hôtel depuis onze ans. Elle se plaint de douleurs physiques. Mais aussi de pressions morales. Et dénonce les cadences infernales qui seraient imposées par l'entreprise de sous-traitance. Soit trois chambres par heure (alors que, selon la CGT, il faut au moins vingt-cinq à trente minutes pour en nettoyer une seule). Elle assure avoir dû parfois venir travailler «sept jours sur sept». Pourtant, malgré un contrat à temps plein (sept heures par jour), Illiana Saintulme explique ne pas toujours recevoir l'intégralité de sa paie. «A la fin du mois, leur salaire est calculé en fonction du nombre de chambres qu'elles ont réussi à faire, dénonce Claude Levy, de la CGT HPE. Et quand le compte n'y est pas, au regard des cadences imposées de manière informelle, on leur enlève des jours en prétextant des absences autorisées.» «Celles qui sont vraiment prises pour de la chair à canon, ce sont les femmes de chambre qui ont un contrat à temps partiel de quatre à cinq heures par jour, avec 20 à 30 chambres à faire, sans être payées pour les heures supplémentaires. Ce sont essentiellement des femmes immigrées qui sont concernées», poursuit le syndicaliste. Avant d'ajouter : «Ce qui se passe dans la sous-traitance hôtelière, c'est de l'esclavage moderne.» Selon le militant cégétiste, les onze grévistes ont saisi les prud'hommes pour travail dissimulé. Pour tenir financièrement, les syndicats CGT HPE et CNT-SO ont distribué un chèque de solidarité de 400 euros à chacun.

Depuis le début du mouvement, «la direction de Holiday Inn refuse de laisser entrer les délégués syndicaux dans le hall de l'hôtel, c'est un délit d'entrave à l'exercice du droit syndical», dénonce Claude Levy.

Sur demande du syndicat, un huissier de justice s'est rendu jeudi sur le site. La direction a du coup autorisé l'accès à Mirabelle Nsang et son collègue de FO pour la journée, mais l'huissier mandaté par l'hôtel «veillait et notait ce que disaient les délégués au personnel Héméra non gréviste», selon un syndicaliste. «Une femme de chambre non gréviste a expliqué que les conditions de travail restent identiques, tandis que deux autres nous ont dit "avoir peur de parler"», raconte Mirabelle Nsang. Ces derniers jours, les grévistes sont allés manifester dans les halls d'entrée des Holiday Inn de Paris-Notre-Dame et Paris-Gare de l'Est. Le soir de Halloween, ils s'étaient déguisés pour dénoncer «des patrons sorciers». La grève continue. liberation.fr 26.11

### **- Mobilisation au siège de Castorama : la direction se barricade - Libération.fr**

Au siège de Castorama, ce vendredi a été placé sous le signe de la paranoïa et de la peur des syndicats. Alors que ceux-ci avaient annoncé une journée d'action pour protester contre la délocalisation des services comptabilité en Pologne, avec à la clé un plan social qui pourrait concerner 750 personnes, la direction a décidé de placer son bâtiment de Templemars, dans la banlieue de Lille, en état de siège.

Un plan interne à l'entreprise, que Libération a pu consulter, détaille ainsi le rôle de chacun, les moyens déployés, les contrôles aux entrées. Extrait : «Si infractions sur des biens et des

personnes (dégradations, violences) : le responsable fait intervenir les huissiers pour les constats. Il prévient la police en faisant prioritairement le 17 ; puis le commissariat de Wattignies et le commandant de police de la préfecture et demander (sic) le commandant S.D. déjà prévenu ainsi que les services de police et de la mairie.» Au programme également : maîtres-chiens, vigiles, cellules de crise avec bouteilles d'eau, biscuits et fruits, et avocat prêt à intervenir si une infraction est commise.

Tout cela pour une centaine de manifestants, tous syndicats confondus, qui se sont contentés de distribuer des tracts et faire signer des pétitions au rond-point, à l'entrée du parc d'activités.

Certes, ils se sont ensuite postés sur le parking, à moitié désert. La faute à la neige et au verglas, mais aussi aux consignes données aux salariés. «Ils leur ont dit de ne pas venir, car leurs voitures risquaient d'être brûlées, s'agace Jean-Paul Gathier, le délégué central FO. Mais la défense de l'emploi, ce n'est pas comme cela qu'on l'envisage, la violence n'est pas notre philosophie.» Et de préciser que l'entreprise a déjà connu plusieurs mouvements sociaux, sans aucun antécédent de casse. «Ils se sont mis dans des états hallucinants», soupire le syndicaliste.

Nicolas Euzenot, le délégué central CGT, trouve, lui, le message inquiétant : «On assimile les syndicats aux casseurs.» Lui retient, dans la liste des recommandations, le conseil donné aux dirigeants de ne pas venir avec leur voiture de fonction, ou de la garer plus loin. «Ils ont peur qu'on vienne rayer leur voiture ?» Jean-Paul Gathier ironise : «On le sait qu'ils ont un budget de 60 000 euros pour en acheter une, c'est pour cela qu'ils ont tous des Audi.»

L'intersyndicale a tout de même demandé des explications face à ce déploiement de sécurité : «Soi-disant qu'ils avaient peur qu'on soit infiltrés par des groupuscules d'extrême droite», s'étonne Jean-Paul Gathier. «Ils seraient venus d'Hénin-Beaumont», la ville du Pas-de-Calais dirigée par un maire Front national, pouffe Nicolas Euzenot. Tous deux trouvent l'hypothèse invraisemblable : «Ils nous voient régulièrement dans des réunions, ils nous connaissent.»

Euzenot souligne la pression mise, mine de rien, sur les salariés : «Les entrées et les sorties étaient contrôlées heure par heure, pour que les gens ne sortent pas, ne débrayent pas.» Pour Jean-Paul Gathier, ce déploiement de force surdimensionné trahit une vraie appréhension : «Ils refusent de donner la moindre information, ils ne confirment même pas le nombre de postes concernés. C'est cela qui est violent, et ils en ont conscience.» Et de conclure, un brin amer : «Ils ont peur de la prendre en retour, cette frustration des salariés.» Contactée par Libération, la direction de Castorama a déclaré que «le nombre et la provenance des manifestants n'étant jamais connus à l'avance, il est de notre responsabilité de mettre en place les mesures qui s'imposent». Libération 1 décembre 2017

### **- Quand les vêtements « made in Europe » sont aussi synonymes de salaires de misère par Rachel Knaebel - bastamag.net 16 novembre 2017**

Il y a les vêtements « made in Bangladesh » ou « made in Pakistan » qui suscitent maintes interrogations sur la manière dont ces vêtements ont été confectionnés ; et maintes inquiétudes sur les conditions dans lesquelles travaillent les ouvrières du textile, y compris lorsqu'il s'agit de grandes marques occidentales. Et il y a le « made in Europe », bien plus rassurant... En apparence seulement. Dans les ateliers textiles d'Europe de l'Est, des ouvrières peuvent pourtant travailler pour 89 euros par mois, comme en Ukraine, alors qu'il faudrait un salaire cinq fois plus élevé pour y vivre dignement. C'est ce que révèle un rapport publié le 9 novembre par l'alliance d'ONG Clean Clothes Campaign. Ce rapport documente les conditions de travail et de salaire des travailleurs de l'industrie textile en Europe orientale.

« Pour les marques de mode, les pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est, sont un paradis des bas salaires. Beaucoup de marques vantent le fait qu'elles sont "made in Europe", suggérant que cela

signifie "dans de bonnes conditions de travail". En réalité, nombre des 1,7 million de travailleurs textiles de la région vivent dans la pauvreté et font face à des conditions de travail extrêmes », pointe le rapport. Les ONG ont interrogé plus de cent travailleurs textiles en Ukraine, Hongrie, Serbie. Ceux-ci confectionnent des vêtements pour des marques comme Benetton, Esprit, Geox et Vero Moda. « Bien trop souvent, les salaires mensuels des travailleurs atteignent tout juste le salaire minimum, soit entre 89 euros en Ukraine, le salaire minimum, et 374 euros en Slovaquie. Pour faire vivre une famille et payer ses besoins de bases, il faudrait en Ukraine 483 euros par mois ».

En Ukraine, 220 000 personnes travaillent dans l'industrie textile. Plus de 80 % des productions sont destinées à l'exportation, en grande partie vers l'Allemagne (37 %), puis vers la Pologne, la Hongrie ou la France (6 %). Les travailleurs du textile y sont notamment confrontés à des quotas de productions irréalistes, qui ne peuvent être atteints qu'en faisant des heures supplémentaires. En Serbie, le secteur compte 100 000 travailleurs, ce qui représente 8 % de l'emploi industriel total. Là aussi, à 80 %, les usines textiles produisent pour l'export. Le salaire moyen du secteur est de 218 euros. En Hongrie, membre de l'Union européenne, les employés de l'industrie textile gagnent à peine plus, entre 200 et 400 euros par mois, heures supplémentaires comprises. Partout, ces travailleurs sous-payés qui produisent pour exporter vers l'Europe de l'Ouest sont en très grande majorité des femmes. [bastamag.net](http://bastamag.net) 16 novembre 2017

### **Il faut le savoir. Comment ils détruisent votre santé pour mieux vous soigner ensuite ou réaliser des profits des deux côtés à la fois**

On aura en mémoire que les oligarques et les banquiers anglo-saxons ont financé les différents impérialistes qui se sont affrontés lors des deux guerres mondiales notamment, y compris le IIIe Reich, histoire de réaliser des profits faramineux des deux côtés.

#### **En France.**

##### **- Les actes médicaux inutiles dans le viseur - [liberation.fr](http://liberation.fr)**

Côté amygdales. «Le nombre d'amygdalectomies en France a diminué de 3% depuis 2010, passant de 67 964 en 2010 à 66 098 en 2014.

Enfin, prenons le cas de l'appendicectomie, opération qui a fortement diminué en France, passant de 300 000 en 1986 à 77 292 en 2014. [liberation.fr](http://liberation.fr) 27 novembre 2017

#### **En Inde.**

Je vis en Inde depuis plus de 20 ans, 23 ans au total, je suis marié avec une Indienne qui a six frères, séparé de mon épouse je vis avec une autre femme Indienne qui a six frères et soeurs, tous mariés ils ont eu des enfants dont certains sont déjà des adultes. Aucun n'a subi ces opérations, que ce soit les frères et soeurs de mes compagnes ou leurs enfants, et à ma connaissance autour de moi, je n'ai jamais entendu parler d'un enfant ayant été opéré des amygdales ou de l'appendicite. Selvi vient de me le confirmer.

Et lorsque j'ai travaillé au lycée français et à l'Alliance française, jamais un enfant ne s'est absenté pour ce motif. Et parmi les milliers d'Indiens que j'ai croisés dont la plupart étaient des jeunes, aucun ne m'a parlé de ces opérations.

Stupéfiant, n'est-ce pas ?

Les familles que j'ai évoquées étaient très pauvres et vivaient dans des conditions d'hygiène très précaires, quant à leur alimentation, elle était évidemment carencée en protéine et bien autres

choses. Par contre, elles vivaient à la campagne, elles n'ont pas été soumises à la pollution et leur alimentation n'a pas été non plus soumise à tous les produits chimiques de l'industrie agro-alimentaire, et quand quelqu'un tombait malade les médicaments étaient prescrits au compte-gouttes. Ceci explique peut-être cela.

Cela signifie que dès le départ l'orientation qui a été adoptée par le capitalisme contenait en germe toutes les maladies qui allaient se développer plus tard, réelles ou non d'ailleurs puisqu'il y a des médecins qui prescrivent des opérations inutiles que pratiquent des chirurgiens qui n'ont pas plus de scrupules.

Il y a pire encore.

Quand mon épouse est en France, elle prend jusqu'à 18 comprimés par jour qui lui ont été prescrits par son cardiologue ou son médecin traitant, et elle est sujette à plusieurs malaises par an qui la conduisent aux urgences en état de coma.

Mais quand elle est en Inde, elle n'en prend plus que trois et se porte à merveille, jamais en 10 ans depuis sa double opération du coeur elle n'a fait un malaise.

Mais alors direz-vous pourquoi prend-elle 18 comprimés quand elle est en France et seulement 3 quand elle est en Inde? Parce que lorsqu'elle est en France elle est sous l'influence du corps médical, et quand elle est en Inde elle est sous mon influence.

C'est en consultant sur Internet le contenu de ses médicaments et leurs contre-indications que j'en étais arrivé à en éliminer les trois quart, certains faisaient double ou triple emplois! J'ai procédé par déduction logique en prenant garde de ne pas toucher à ceux qui étaient en rapport avec le coeur ou jouaient un rôle dans la régulation de la pression sanguine. Les médecins vous prescrivent un médicament pour soigner une affection qui va vous détruire le foie ou attaquer les poumons, alors si on peut s'en passer et prendre son mal en patience, c'est préférable.

Le corps médical est exécration, mais on est bien obligé de passer par lui, surtout quand on devient vieux, quelle horreur ! Au cours de ma vie, j'ai 62 ans, je n'ai rencontré qu'un seul bon médecin, c'est pour dire. Et je crois que c'est effectivement extrêmement rare, dans le monde, il avait eu comme patients des ministres, des généraux, des chefs d'Etat français et étrangers, etc. qui se refilaient les bonnes adresses...

**Qui a été complice de Rothschild pour exproprier et martyriser le peuple palestinien ? Réponse : L'ONU, Staline, De Gaulle...**

### **- Il y a 70 ans, un plan de partage contesté de la Palestine - AFP**

Le 29 novembre 1947, il y a 70 ans, l'Assemblée générale de l'ONU adoptait le plan de partage de la Palestine en deux Etats, juif et arabe, qui a permis la réalisation du projet sioniste, mais a constitué pour les Palestiniens le début d'une longue période tragique de leur histoire.

Ce vote historique des Nations unies donnera naissance six mois plus tard, le 14 mai 1948, à la création de l'Etat d'Israël.

Après la seconde guerre mondiale, la Grande-Bretagne n'arrive plus à maîtriser la situation en Palestine sur laquelle elle avait reçu un mandat de la Société des Nations en 1922.

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale de l'ONU à New York vote le partage de la Palestine. La résolution 181 est adoptée par 33 voix pour (dont les Etats-Unis, l'Union soviétique et la

France), 13 voix contre (dont les Etats arabes) et dix abstentions (dont la Grande-Bretagne). Le vote n'a pas duré plus de trois minutes.

Le Royaume-Uni, qui n'a cessé de changer de position, est en ce moment favorable aux arabes. Mais c'est surtout parce qu'il est conscient du caractère explosif du sujet qu'il s'abstient.

La France, longtemps indécise, finit par voter en faveur du plan.

Jusqu'au bout, les pays arabes à l'ONU qui réclament la création d'un "Etat palestinien unique, démocratique et indépendant" ont tenté de s'opposer à une partition.

Mais ils se sont heurtés à une alliance inattendue en cette période de guerre froide entre les Etats-Unis et l'URSS, qui a permis de rallier la majorité des deux tiers nécessaire à l'adoption du texte.

La Palestine, où vivent alors 1.300.000 Arabes et 600.000 Juifs, est divisée en trois entités qui doivent devenir indépendantes le 1er août 1948.

L'Etat juif (14.000 km<sup>2</sup>) comprend une bande allant du doigt nord de la Galilée jusqu'au bord du lac de Tibériade, le littoral central (de Haïfa à Tel-Aviv) et le désert du Néguev.

Les Palestiniens conserveront trois régions (11.500 km<sup>2</sup>): l'une en Galilée occidentale, la deuxième dans la bande de Gaza avec une partie de la frontière avec le Sinaï et la troisième en Cisjordanie.

Jérusalem et les localités environnantes forment un corpus separatum sous régime international spécial, administré par l'ONU.

Les juifs obtiennent ainsi 54% du territoire, alors qu'ils ne représentent que 30% de la population.

Les dirigeants de l'Agence juive acceptent le plan, mais certains sionistes le rejettent car il est loin de correspondre au Grand Israël auquel ils aspirent. A Tel Aviv, la communauté juive retient son souffle au moment du vote. Puis la foule, en liesse, applaudit.

Chez les Palestiniens, c'est un immense sentiment d'injustice qui prévaut. Les pays arabes refusent le plan.

Les incidents vont se multiplier en Palestine, chaque partie cherchant à conquérir une position de force.

Le 14 mai 1948, David Ben Gourion proclame la création de l'Etat d'Israël aussitôt après la fin du mandat britannique sur la Palestine. Le premier conflit israélo-arabe éclate le lendemain.

A la fin du conflit, Israël occupe 78% de la Palestine mandataire. Plus de 760.000 Palestiniens prennent la route de l'exode.

Lors du conflit de juin 1967, Israël occupera, outre le Golan syrien et le Sinaï égyptien (restitué à l'Egypte en 1982), la Cisjordanie, Jérusalem-Est, qu'il annexera plus tard, et la bande de Gaza, dont il s'est retiré unilatéralement en 2005. AFP 25 novembre 2017

**- Les dirigeants israéliens envisageaient le génocide de Gaza dès 1967 par Johnatan Ofir — arretsurinfo.ch 26 novembre 2017**

« Peut-être qu'ils n'auront pas le choix, si on ne leur donne pas assez d'eau, car les vergers jauniront et dépériront », avait déclaré le premier ministre israélien Levi Eshkol au sujet de Gaza en 1967, révèlent des documents de l'époque, récemment déclassifiés.

Ofer Aderet, journaliste du Haaretz, vient de l'annoncer :

« Comme je l'ai déjà écrit, Eshkol, le « sioniste libéral » de gauche, était plus que d'accord pour expédier les Palestiniens sur la lune : « Je veux qu'ils partent tous, même pour la lune ».

Assurément, Eshkol s'est rendu compte dans les mois qui suivirent la guerre de 1967, de la « suffocation et de l'emprisonnement » de Gaza à cette époque, comme le révèlent les documents déclassifiés. Il dit très clairement que c'était un instrument qui serait utile pour la stratégie israélienne : « C'est précisément à cause de la suffocation et de l'emprisonnement présents, qu'avec un peu de chance, les Arabes quitteront la bande de Gaza ».

Eshkol paraphrasait aussi Herzl, en déclarant qu'il s'était mis au travail sur l'établissement d'un groupe ou d'un bureau susceptible d'encourager l'émigration arabe. Il soulignait : « Nous devons traiter ce sujet discrètement, calmement et secrètement, et il nous faut trouver le moyen pour qu'ils émigrent vers d'autres pays, pas seulement de l'autre côté du Jourdain ».

Voici une autre citation d'Herzl, tirée de son journal de 1895 : « Nous nous efforcerons de chasser la population pauvre au-delà de la frontière, en lui procurant du travail dans des pays de passage, et en lui refusant du travail dans notre pays. Le processus d'expropriation et de déplacement des pauvres doit être mené discrètement et avec circonspection ».

Le ministre de la Défense, Moshe Dayan était tout à fait d'accord avec les idées d'Eshkol et d'Herzl : « En permettant à ces Arabes de chercher et de trouver du travail à l'étranger, il est encore plus probable que, par la suite, ils voudront émigrer vers ces pays ».

Dayan conçut l'idée de donner aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza des permis de travail pour l'étranger, dans l'espoir de voir certains d'entre eux s'y établir.

Eshkol avait plutôt l'obsession de donner la priorité au nettoyage ethnique de Gaza : « Ce qui nous intéresse le plus, c'est de faire le vide à Gaza ».

Voilà la preuve que l'idée d'un parfait nettoyage ethnique de Gaza n'est pas le privilège des politiques de droite tels que Moshe Feiglin, président-adjoint de la Knesset, qui en 2014, en tant que tel, présenta un plan en sept points à Nétanyaou, pour faire la même chose.

Eshkol présente également d'autres choix monstrueux : « On pourrait espérer une autre guerre. Ainsi le problème serait résolu. Mais c'est du luxe, une solution inespérée ». arretsurinfo.ch

### **- Un texte considéré comme un moyen de protéger Netanyahu adopté à la Knesset - Reuters**

Les députés israéliens ont approuvé lundi une proposition de loi interdisant à la police de publier les conclusions des enquêtes criminelles, ce qui, selon l'opposition, permettra de protéger le Premier ministre Benjamin Netanyahu, mis en cause pour corruption.

Selon les deux rapporteurs du texte, qui sont des proches du Premier ministre, il a pour but de protéger les droits et la réputation des personnes mises en cause. "Le public n'a pas besoin de tout savoir. Il saura à la fin", a déclaré David Bitan, chef de file de la coalition gouvernementale à la Knesset, sur la chaîne de télévision parlementaire.

Benjamin Netanyahu assure ne pas avoir sollicité l'initiative mais n'a pas non plus demandé son abandon. Reuters 28 novembre 2017

**- Marseille: l'auteur des tags « juifs » prétendus « antisémites » pris la main dans le sac ? - arretsurinfo.ch**

Il s'avère, une fois de plus, que les graffitis qui ont suscité l'émoi à Marseille et ont permis au CRIF de dénoncer une campagne antisémite ont, en fait, été exécutés par un membre de la « communauté juive ».

Source: <http://arretsurinfo.ch/marseille-lauteur-des-tags-juifs-pretendus-antisemites-pris-la-main-dans-le-sac/>

**Reporters sans frontières. Ces officines au service de l'oligarchie.**

La réponse de Guy Mettan à Reporters sans frontières

Sommé par la direction de Reporters sans frontières (RSF) d'annuler la conférence consacrée à l'ONG très controversée « Casques blancs » qui doit se tenir au Geneva Press Club le 28 novembre 2017, Guy Mettan réagit fermement.

RSF se scandalise de la présence à cette conférence de Vanessa Beeley affirmant notamment qu'elle « n'a jamais été publiée dans un média indépendant.. ». Comme si les journalistes réellement indépendants (comprenez médias traditionnels) qui – comme nous – refusent de collaborer avec ces médias agréés par RSF, n'étaient pas légitimes et à même d'informer sans dénaturer les faits! Arrêt sur Info

Guy Mettan - J'ai bien reçu votre courrier qui a retenu toute mon attention.

En ma qualité de membre fondateur de Reporters sans frontières aux côtés de François Gross dans les années 1980, je dois avouer que j'ai été atterré par sa teneur. Je peux comprendre que le fait de donner la parole à des voix dissidentes puisse susciter de la réprobation. Mais de là à exiger l'annulation de cette conférence de presse, il y a un pas dont je n'aurais jamais pensé que vous puissiez le franchir. (...)

RSF - Nous nous dissociions totalement de cet événement et ne souhaitons en aucune manière être associés à une conférence qui accueille une soi-disant journaliste, Madame Vanessa Beeley, qui justifie l'utilisation de la torture par le régime syrien afin de le préserver. Quand bien même elle n'a jamais été publiée dans un média indépendant, il est étonnant qu'elle soit référencée au moins deux cents fois dans les médias russes de propagande (SputnikNews, Russia Today).

De plus, il est pour le moins inacceptable d'inviter Monsieur Marcello Ferranda De Noli, président de Swedish Doctors for Human Rights, une association qui, selon nos informations, agit comme un outil de propagande russe.(...)

<http://www.arretsurinfo.ch/la-reponse-de-guy-mettan-a-reporters-sans-frontieres/>

**En complément. Vidéo.**

65 profils Facebook de 'Casques blancs' montrent qu'ils sont pro Daech, pro al-Qaïda...  
<http://arretsurinfo.ch/65-profils-facebook-de-casques-blancs-montrent-quils-sont-pro-daech-pro-al-qaïda/>

Les Casques blancs sont-ils vraiment blancs comme neige ?

<https://www.youtube.com/watch?v=QgKTFCGRtcg>

Conférence sur les Casques blancs à Genève : Guy Mettan déçu que RSF cède au « politiquement correct »

<https://www.youtube.com/watch?v=ADeBWEaFoLs>

### **Macron, Hollande, Hidalgo, Obama et Clinton même combat.**

- **En visite à Paris, Obama rencontrera Hollande et Hidalgo en plus de Macron - L'Express.fr**

- **Qui sont les Napoleons, le club à l'origine de la venue d'Obama à Paris ? - LeParisien.fr**

L'ex-président américain donnera une conférence privée samedi à la Maison de la Radio. Un joli coup réussi par ce réseau de dirigeants créé il y a deux ans seulement.

Samedi, après un déjeuner avec Emmanuel Macron, qu'il avait soutenu pendant la campagne, l'ex-dirigeant américain parlera pendant une heure à la Maison de la Radio sur le thème de la peur de l'innovation et comment la dépasser (« Fear less, innovate more »). Un tête-à-tête avec François Hollande serait également à l'agenda.

Qui sont ces « Napoleons », qui avaient déjà convaincu François Hollande de se rendre à l'un de leurs sommets en juillet à Arles ? Cette association est une sorte de club de leaders, réunissant des dirigeants d'entreprises, des personnalités de la communication et des médias, mais aussi des intellectuels ou des chercheurs.

Les événements des Napoleons sont organisés par la société Momentum, dirigée par Mondher Abdennadher et Olivier Moulhierac. Ces deux « pubards », anciens de RSCG (aujourd'hui Havas), ont lancé leur projet en 2014. Leur idée : tisser un « réseau social » entre les acteurs de l'innovation en France.

« La fonction essentielle de notre projet est de mettre des gens talentueux en relation. C'est un lieu de business et c'est totalement assumé de notre part », résume Olivier Moulhierac dans Libération.

Droit d'entrée pour les quelque 1500 participants : 3400 euros, sauf pour les invités des principaux sponsors que sont Orange, La Poste, EDF, SNCF, American Express et les montres Richard Mille.

Les Napoleons, dont le parrain cette année est Stéphane Richard, PDG d'Orange, comptent quelque 500 membres actifs. Le « board », sorte de conseil d'administration, est composé de personnalités telles que Xavier Couture (futur ex-France Télévisions), Anne Méaux (la communicante d'Image 7, associée à François Fillon pendant la présidentielle), mais aussi l'ex-ministre de la Culture Fleur Pellerin et l'homme d'affaires Henri Seydoux. 400 000 dollars à déboursier pour s'offrir Obama

Au-delà du savoir-faire relationnel des initiateurs des Napoléons, comment cette organisation encore inconnue il y a deux ans a-t-elle pu s'offrir les services de l'ex-président américain ?

Selon la presse américaine, une conférence de Barack Obama serait facturée 400 000 dollars. C'est le tarif pratiqué par le 44<sup>e</sup> président des Etats-Unis lors d'une conférence organisée par un fonds d'investissement au printemps.

Coïncidence : Stéphane Richard est en campagne pour un nouveau mandat à la tête du géant des télécoms. L'opération de relations publiques tombe à point nommé. L'anecdote prouve que les

Napoleons, en quelques mois, se sont imposés comme le cercle de pouvoir qui compte le plus aujourd'hui en France. LeParisien.fr 1 décembre 2017

**- L'enfer pour Weinstein, Obama et les Clinton par Alfredo Jalife-Rahme - Réseau Voltaire  
30 novembre 2017**

Extrait

Quelque peu sadique, Harvey, qui a 65 ans, s'était attaqué à des stars, depuis Jane Fonda et Angelina Jolie jusqu'à Gwyneth Paltrow, qui avaient gardé un bien étrange silence syndical avant que l'actrice Rose McGowan ait le culot de faire découvrir les Sodome et Gomorrhe bibliques que sont les royaumes hollywoodiens où siège Weinstein.

Rose Mc Gowan ne s'est pas privée de signaler que le patron d'Amazon et philanthrope Jeff Bezos (l'homme le plus riche au monde, avec près de 90 milliards de dollars [7]), qui est propriétaire du Washington Post, est un rempart protecteur pour la pédophilie ; elle a aussitôt vu son compte Twitter censuré [8]. Le puissant GAFAT (Google, Apple, Facebook, Amazon et Twitter) protégerait-il le réseau sexo-criminel d'Hollywood ?

Certes, la conduite pendulaire et peu édifiante des stars iconiques laisse à désirer ; la jadis admirable Meryl Streep avait couronné Weinstein en le qualifiant de « Dieu », avant de participer ardemment à la curée. Le cercle vicieux, à proprement parler, constitué par l'entente des mondes financier, du divertissement et des médias, a pu s'offrir le luxe de cacher les turpitudes de Weinstein pendant presque un demi-siècle, souligne le New York Times [9].

Tout le monde peut se tromper : Harvey Weinstein avait reçu, il y a à peine deux ans, la médaille humanitaire du Centre Wiesenthal qui se qualifie de « Groupe international pour les droits humains juifs » [10]. Et il avait décroché un Oscar en 1999 pour son Shakespeare amoureux ; il avait brillé lors des campagnes des deux Clinton et de Barak Obama, et récolté des fonds énormes pour le Parti démocrate [11].

Avec un sens politique certain, les personnalités saillantes du dit Parti démocrate ont annoncé qu'elles restitueraient les dons empoisonnés, qui seraient redirigés vers des institutions caritatives ; mais la Fondation Clinton s'est abstenue.

Le Daily Mail, lié au MI6, le services d'espionnage britannique, s'en est donné à cœur joie, étalant le sexo-scandale, et offrant en exclusivité l'info selon laquelle Chelsea Clinton, dont la carrière politique se trouve quelque peu fragilisée, avait refusé de répondre aux journalistes quant à la restitution du quart de million de dollars reçus par la Fondation Clinton de Weinstein ; son père Bill a dû la faire protéger par une équipe de sécurité pour écarter les médias . Apparemment les filles de présidents démocrates se laissent séduire, au plan financier s'entend : Malia, fille d'Obama, jouit actuellement d'une bourse alimentée par Weinstein.

David Walsh, du WSWS boycotté par Google, a fait savoir qu'en 2012, la télévision avec l'industrie du cinéma et de la musique avaient contribué à hauteur de 81 % au financement du Parti démocrate, mais qu'en 2016 la même industrie du divertissement avait versé 23,6 millions de dollars à Hillary, alors que Bernie Sanders n'en obtenait qu'1,2 millions, et Trump à peine 388 000 [12]. (...)

Mais quelque chose ne colle pas : les turpitudes du serial pervers ont été révélées par le New York Times, qui est pratiquement l'organe du Parti démocrate, et où la cabale de George Soros jouit d'une influence colossale.

S'agirait-il d'un tir allié ? Ou bien d'un règlement de comptes entre groupes israélo-US, au moment où entrent en collision les intérêts du duo Netanyahu/Adelson, les alliés suprêmes du suprématisme trumpien, et ceux de Soros, le plus anti-trumpiste au monde, dont l'un des vassaux au Mexique a exigé l'assassinat public de Trump [15] ?

Cela relèverait-il d'un règlement de comptes hémorragique au cœur du libéralisme israélo-usien, où l'on voit même Bob, frère et compère de Harvey Weinstein, réclamer sa décapitation, en mode cannibale ? Ou d'une déchirure sanguinaire dans le groupe Soros ? On le saura bientôt.

La dépravation sexuelle de Hollywood, exposée depuis plus de cinquante ans et liée aux mafias du pouvoir, n'est pas une nouveauté. Elle pratique désormais son outsourcing, sa délocalisation, dans la mesure où elle est indissociable du monde financier (les investissements cinématographiques), du divertissement et de l'information, autant que du domaine politique.

Déjà en 1959, le cinéaste maudit et écrivain controversé Kenneth Anger avait publié Hollywood Babylone [16], étalant les secrets les plus sordides de ce milieu, au point d'être interdit aux USA, ce qui contrevenait au premier amendement de la Constitution US ; le livre avait alors été déterritorialisé, et publié en France. Vingt-cinq ans plus tard, le même Kenneth Anger publiait Hollywood Babylone II, qui couvrait la période des années 1920 jusqu'aux années 1970. Il essaya ensuite de publier un Hollywood Babylone III, avec une vaste enquête sur les dépravations de Tom Cruise et de l'Eglise de scientologie. Mais il semble avoir été retenu par la peur d'être assassiné. (...)

Notes.

[7] "Amazon CEO Jeff Bezos Becomes Richest Man in the World", Nucas Noland, Breitbart, July 24, 2017.

[8] "Rose McGowan Torches Jeff Bezos on Twitter : 'Stop Funding Rapists, Alleged Pedos, and Sexual Harassers'", Allum Bokhari, Breitbart, October 12, 2017

[9] "Meryl Streep Once Called Harvey Weinstein a 'God,' Now Actress Is Calling Him 'Disgraceful'", Janice Williams, Newsweek, October 9, 2017.

[10] "Wiesenthal Center isn't withdrawing prize given to Harvey Weinstein, but denounces him", Ben Sales, Jewish Telegraphic Agency, October 9, 2017.

[11] "Chelsea Clinton runs from questions about handing back Harvey Weinstein's tainted \$250,000 donations - and her father deploys security to keep the Press away", Alana Goodman, Daily Mail, October 14, 2017.

[12] "The politics of the Harvey Weinstein scandal", David Walsh, World Socialist Web Site, October 12, 2017

[13] "Jewish site refers to Harvey Weinstein as a 'Jewish kind of pervert'", Aaron Bandler, Jewish Journal, October 10, 2017.

[14] "NY Attorney General Probes Weinstein Co. ; Woody Allen Next Film Features Sex Between Adult and 15-Year-Old Girl ; Oscar-Winner Haggis : Hollywood Finished", Jerome Hudson, Breitbart, October 13, 2017.

[15] « El twitt que borró Krauze Kleinbort de Televisa que incita al magnicidio de Trump », Alfredo Jalife-Rahme, November 25, 2016.

[16] Hollywood Babylone, Kenneth Anger, Jean-Jacques Pauvert éd., 1959.

Source : « L'enfer pour Weinstein, Obama et les Clinton », par Alfredo Jalife-Rahme, Traduction Maria Pournier, La Jornada (Mexique), Réseau Voltaire, 30 novembre 2017, [www.voltairenet.org/article198930.html](http://www.voltairenet.org/article198930.html)

### **Confirmation. Quand le capitalisme est passé de la pornographie de masse à la pédophilie de masse.**

- Commentaires pédophiles: YouTube supprime plus de 150.000 vidéos d'enfants - AFP

Le site américain YouTube (Google) a effacé des dizaines de milliers de vidéos d'enfants qui s'accompagnaient de commentaires au ton très déplacé, voire à caractère pédophile, a annoncé jeudi la plateforme qui tente de rassurer ses annonceurs publicitaires. AFP

De la même manière YouTube ou Google sert de support à la diffusion de la propagande des barbares de Daesh, Al-Nosra et cie., donc les sommets de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste.

### **Obama-Clinton financés par les barbares wahhabites**

Comme le montrent les dossiers de la fondation elle-même, l'Arabie saoudite a versé entre 10 et 25 millions de dollars au fil des ans, le Qatar a versé entre 1 et 5 millions de dollars, tandis que d'autres gouvernements, sociétés et particuliers du Golfe ont versé entre 13 et 50 millions de dollars de plus.

Ce n'est pas une fausse nouvelle, mais la vérité. De plus, c'est une vérité scandaleuse parce qu'elle montre que Clinton prend de l'argent des gens qui financent les mêmes organisations terroristes qu'elle prétendait combattre. (...)

Non seulement il (le Times -ndlr) n' a jamais dit un mot sur le courriel Clinton de 2014, mais il s'en prend maintenant à RT pour avoir diffusé des nouvelles sur lesquelles il s'est assis depuis des mois.

Qu'est-ce qui se passe ici ? Le Times laisse-t-il entendre que la vérité n'est pas pertinente et que la seule chose qui compte, c'est d'où elle vient ? S'agit-il de dire que ce qui est dit importe moins que celui qui le dit ; et que si c'est RT, WikiLeaks, ou qui que ce soit, nous devons tous nous boucher les oreilles pour que le message soit bloqué ?

Pendant que le Times pourchassait RT, le Washington Post annonçait publiquement la nouvelle sensationnelle que le cabinet d'avocats de la campagne Clinton avait payé pour le fameux dossier Christopher Steele, célèbre pour avoir accusé Trump d'avoir payé deux prostituées pour uriner sur un lit d'hôtel à Moscou, autrefois occupé par Barack et Michelle Obama.

Après avoir accusé la campagne de Trump de collaborer avec des agents étrangers pour influencer une élection américaine, il s'avère que les Démocrates, ou du moins leurs avocats, ont non seulement collaboré, mais ont engagé un agent étranger, Steele, un ancien du MI6, la version britannique de la CIA, à faire de même. (Et Steele a prétendu avoir amené des fonctionnaires russes à fournir des accusations non fondées visant à nuire à la campagne de Trump).

[https://www.clintonfoundation.org/contributors?category=\\$10%252C000%252C001+to+\\$25%252C000%252C000](https://www.clintonfoundation.org/contributors?category=$10%252C000%252C001+to+$25%252C000%252C000)

### **Politique française.**

## **Il ne faut surtout pas qu'on sache que l'extrême droite est déjà au pouvoir.**

- Solère : « Le clivage droite-gauche est devenu superficiel » - LePoint.fr

...ou encore...

- Création du parti politique "Agir" : "Nous voulons une droite capable de faire des coalitions", affirme Frédéric Lefebvre - Franceinfo

...ou encore en Allemagne...

- Merkel fait pression sur le SPD pour former une grande coalition - Reuters

## **Ce sera à celui ou celle qui sera le plus réactionnaire "sabre au clair".**

- Virginie Calmels «J'aurais pu citer Ronald Reagan» Liberation.fr

La probable prochaine vice-présidente de LR est arrivée en politique grâce à Alain Juppé, après une carrière dans le privé. Se réclamant volontiers de Margaret Thatcher et d'un «libéralisme populaire», elle rejette le gaullisme revendiqué par une bonne partie de sa famille politique. Liberation.fr

- A Marseille, contre "l'eau tiède", Wauquiez vante une politique "sabre au clair" AFP

Laurent Wauquiez a vanté lundi à Marseille la politique qu'il mènerait "sabre au clair", en déroulant un discours sur l'identité, l'autorité et la dénonciation de "l'assistanat" et en fustigeant les ralliements à la majorité présidentielle. AFP

- Valls : Macron «fait des choses que j'aurais aimé faire» - LeParisien.fr

## **« Entre le faible et le fort, c'est la liberté qui opprime et c'est la loi qui libère ». (Jean-Jacques Rousseau - Le Contrat social)**

- Aymeric Caron : « Je prône une société dans laquelle il y aurait très peu de lois » - Publicsenat.fr

« En France, on est spécialiste des codes énormes avec des réglementations pour absolument tout. Thomas More, déjà à l'époque, prônait une société dans laquelle il y aurait très peu de lois. Mais avec à chaque fois une règle essentielle : être libre le plus possible tant que ma liberté ne nuit pas à celle des autres ». Publicsenat.fr

- Selon l'organisation internationale du travail, la protection sociale française est la plus chère du monde - Atlantico.fr

## **En oligarchie. Qui gouverne ? Qui va remplir cette "page blanche" ?**

- AFP le 24 novembre : Les premiers mots de Delphine Gény-Stephann comme secrétaire d'Etat à l'Economie :

"Mon expérience politique se résume à une page blanche."

- Reuters le 30 novembre : "La République en marche, c'est une page blanche."

Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'institut de sondages Ifop.

### **Le populisme se pratique en famille ou ceci explique cela.**

- Assemblée : entre les députés LREM et Mélenchon, le bon voisinage - Liberation.fr

Loin de ses diatribes contre les projets du gouvernement, le leader de La France insoumise tisse dans l'hémicycle des liens courtois avec les élus de La République en marche. Liberation.fr 29.11

J'ai lu dans cet article que Mélenchon allait jusqu'à se soucier de la santé de leurs enfants, parce que ces ordures se soucieraient du sort de nos enfants ou petits-enfants...

- Avec «l'Emission politique», LFI cherche un second souffle - Liberation.fr

Sur le plateau de France 2, ce jeudi, Mélenchon veut donner une nouvelle impulsion à son parti... Liberation.fr

Tribunes, interviews, plateaux téléés, ils ne ménagent pas leurs efforts pour accorder un large espace médiatique à l'histrion du régime... quitte à l'étrier au passage ! Ce type-là n'est vraiment aucune dignité, il nous dégoûte.

### **Le PS a touché le "fond".**

- Trois Français sur quatre pensent que le Parti Socialiste peut disparaître - Le Huffington Post

Le Parti Socialiste va-t-il disparaître? Trois Français sur quatre (74%), dont une forte majorité de sympathisants de gauche (63%), croient possible que le Parti socialiste disparaisse au moins temporairement du paysage politique, selon un sondage Odoxa Dentsu consulting diffus

Rachid Temal, coordinateur du Parti socialiste et sénateur du Val d'Oise.

Comment en est-on arrivé là au Parti socialiste ?

Je ne suis pas là pour dire à qui la faute. Je note qu'il faut travailler sur le fond pour revoir nos schémas, revoir nos propositions et garder nos valeurs, celles du combat contre l'injustice sociale pour l'émancipation individuelle et collective. Le Huffington Post

### **Tartuferie empoisonnée.**

- Hamon voit un "espace considérable" à gauche, pour un "bloc progressiste et européen" - AFP

Tous les partis issus du PS et du PCF demeurent des appendices de ces partis réactionnaires, mais comme ils sont plus éloignés du pouvoir, ils peuvent faire illusion à peu de frais pendant tout un temps qui tant à se réduire. Cela vaut pour LFI. AFP

### **La crise du capitalisme est bien "durable".**

- Sondage : 62% des Français pensent que Les Républicains vivent « une crise durable » - Publicsenat.fr

Selon notre sondage Opinion Way pour Public Sénat, Les Échos et Radio Classique...

### **Gladio et suite ou comment ils fabriquent et actionnent leurs terroristes.**

- L'ultragauche: menace montante ou épouvantail politique ? - AFP

Résurgence de l'extrême gauche violente ou épouvantail agité par le politique ? L'ultragauche, à l'origine des revendications d'incendies de casernes de gendarmerie, inquiète de nouveau les autorités qui la croient "capable" de basculer dans le "terrorisme".

Fin octobre, il (Julien Coupât, chef du groupe de Tarnac - ndlr) affirmait au site Lundi matin que l'ultragauche, "épouvantail fatigué", "n'existe pas plus qu'hier en dehors des fichiers de renseignement".

"On peut en effet se poser la question : à quoi, à qui ça sert de créer de l'appréhension en parlant d'une menace terroriste ? Est-ce une manière de faire diversion, de stigmatiser ceux qui s'opposent ?", interroge le chercheur indépendant Jacques Leclercq, auteur de "Ultras-gauches. Autonomes, émeutiers et insurrectionnels", en soulignant le risque d'une "sur-dramatisation qui attise les violences".

Depuis 2008, on estime qu'ils sont toujours entre 200 et 300 engagés "dans une démarche insurrectionnelle", des hommes et femmes de 20 à 50 ans issus de tous les milieux sociaux. Quelques dizaines sont étroitement suivis par des services de renseignement.

Contrairement à l'ultradroite affaiblie par des dissolutions, l'ultragauche séduit les étudiants et les déçus de la politique et du syndicalisme.

Selon le SCRT, cette ultragauche "décomplexée ne peut que "poursuivre sa logique terroriste", tandis qu'un enquêteur relève "l'extrême précaution teintée de paranoïa des militants" qui leur permet d'échapper aux surveillances.

La Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) va plus loin, qualifiant la mouvance de "pré-terroriste" car connectée avec ses alter ego en Europe (Italie, Allemagne, Grèce, Espagne) et affichant bien pour but de "troubler gravement l'ordre public". Toutefois, "elle ne dispose pas d'armes ni de réseaux de financement", contrairement aux jihadistes, souligne un responsable antiterroriste.

En marge d'une manifestation parisienne de l'automne, un militant du "black bloc" affirmait qu'"au-delà des rassemblements centralisés, l'avenir pourrait résider dans des actions isolées décentralisées".

Pour un responsable antiterroriste, "il ne peut être exclu qu'une poignée de militants bascule dans le terrorisme sur le modèle du groupe Action Directe", groupe armé d'extrême gauche à l'origine de plusieurs attentats dans les années 1980.

Pour Jacques Leclercq, plus que des actions d'ampleur, "il y a surtout une possibilité de dérapages, d'accidents, notamment avec les incendies" : "Il peut y avoir des situations dramatiques qui font qu'une situation se durcisse de part et d'autre". AFP 30 novembre 2017

### **Corruption. 34 milliards d'euros détournés par an des services publics.**

- Argent public : le secteur associatif aigüise les appétits politiques - [francetvinfo.fr](http://francetvinfo.fr)

Le secteur associatif génère à lui seul près de 34 milliards d'euros de subventions publiques chaque année.

Forcément, cela attise nombre de convoitises...

Cette manne considérable est censée servir l'intérêt général, mais certains n'hésitent pas à utiliser l'argent public à des fins politiques.

"Pièces à conviction" a enquêté pendant six mois sur l'engrenage entre élus et associatifs. Clientélisme, détournement de fonds ou achats de voix, certaines petites associations de quartier comme de grandes structures se "shootent" à l'argent public... Un jeu dangereux qui commence toujours par une chasse : celle aux subventions. francetvinfo.fr

### Ils osent tout

- Le combat humaniste de Macron - LeParisien.fr
- François Hollande plaisante: "Je suis fier d'être un révélateur de talents. - Le Huffington Post
- Pour la Journée mondiale de lutte contre le sida, Emmanuel Macron se prête au dépistage - Le Huffington Post
- Laurence Debray - Comment Chávez a ruiné le Venezuela - LePoint.fr
- Répression des LGBT : le long chemin de la repentance d'Etat - Liberation.fr
- Une vingtaine de pays sur la liste noire provisoire de l'UE - Reuters
- Fin de l'encadrement : les loyers déjà à la hausse ? - Liberation.fr

L'annulation, mardi, de l'arrêté d'encadrement des loyers à Paris par le tribunal administratif, donne déjà des ailes à certains propriétaires. Liberation.fr

- L'UE vote le renouvellement du glyphosate pour cinq ans - Reuters
- Glyphosate : José Bové "trouve dommage" que Stéphane Travert "ne soit pas sur la même position" qu'Emmanuel Macron - Franceinfo
- Wehring (MoDem) demande l'interdiction des animaux sauvages dans les cirques à Paris - AFP

Et à l'ONU ?

- Le discours de Bernard-Henri Lévy à l'ONU - LePoint.fr
- Quand la Corée du Nord constitue une menace pour... Washington ! - Reuters
- Macron pour des sanctions contre Pyongyang, interpelle Moscou et Pékin - Reuters

Quand on sait qu'ils en sont à l'origine dont l'impérialisme français.

- Le sommet Europe Afrique prend des mesures d'urgence sur l'esclavage en Libye - AFP
- Libye: Vers une task-force internationale contre les passeurs - Reuters
- Trafic de migrants: Macron pour l'envoi de forces policières africaines en Libye - AFP
- Pour mettre fin à l'esclavage, le pire crime contre l'humanité - L'Express.fr
- Yémen: une ONG dépose une plainte visant les EAU devant la CPI - AFP
- Des missiles tirés du Yemen vers l'Arabie saoudite semblent iraniens, selon l'ONU - Reuters

- Le président Erdogan mis en cause devant un tribunal new-yorkais - Reuters

---

## **INFOS EN BREF**

### **POLITIQUE**

#### **Honduras**

Articles figurant par ordre chronologique.

Alors que le dépouillement de 70% des voix donnait vainqueur avec une avance confortable le candidat opposé à Juan Orlando Hernandez mis en place par les Américains après le coup d'Etat de 2009 qui avait mis à l'écart le président de l'époque, Manuel Zelaya, étrangement (sic!) le serveur du Tribunal suprême électoral (TSE) est tombé en panne pour finalement annoncé quelques jours plus tard un résultat inverse.

Mais ce qui choque les puissances occidentales et leurs médias ou encore l'UE ce n'est pas cette fraude grossière, mais les manifestations de rue qui n'ont pas cessé depuis.

#### **- Honduras: L'opposant Nasralla disposerait d'une avance irréversible - Reuters**

Salvador Nasralla, candidat de l'opposition à l'élection présidentielle de dimanche au Honduras, dispose d'une avance irréversible sur le chef de l'Etat sortant, Juan Orlando Hernandez, a annoncé lundi l'un des quatre juges qui supervisent le processus électoral.

Après dépouillement de 70% des voix, il avait cinq points d'avance, a précisé Marcos Ramiro Lobo. "Les experts techniques ici disent que c'est irréversible", a-t-il ajouté.

Hernandez, grand allié des Etats-Unis dans la lutte contre le trafic de drogue et l'immigration, revendique un bilan positif sur les fronts de la sécurité et de l'économie depuis son arrivée au pouvoir en 2014. Il a fait baisser le nombre des homicides, la croissance a été accentuée et le déficit réduit.

Il a été autorisé à briguer un second mandat grâce à une décision de la Cour suprême qui a annulé l'interdiction d'un second mandat inscrite dans la Constitution.

Les autres partis politiques ont d'autant moins apprécié que Juan Orlando Hernandez a soutenu le coup d'Etat de 2009 qui avait mis à l'écart le président de l'époque, Manuel Zelaya, qui avait proposé un référendum sur la question d'un second mandat. Reuters 28 novembre 2017

#### **Honduras: le président bientôt réélu, l'opposition crie à la fraude - AFP**

Le chef de l'Etat sortant du Honduras, le conservateur Juan Orlando Hernandez, était jeudi sur le point de remporter l'élection présidentielle face à son rival de gauche Salvador Nasralla, qui dénonce une fraude.

A l'inverse de la tendance initiale, M. Hernandez était en tête avec 42,83% des voix contre 41,49% pour M. Nasralla, star de la télévision et novice en politique, selon des résultats partiels portant sur 91,88% des suffrages et publiés par le Tribunal suprême électoral (TSE), qui a promis de finir le décompte jeudi.

Les premiers chiffres diffusés dans la nuit de dimanche à lundi créditaient de cinq points d'avance le candidat de l'Alliance de l'opposition contre la dictature sur le président, du Parti national. Depuis, l'écart s'est lentement resserré au fil du dépouillement avant que l'ordre ne s'inverse entre mercredi et jeudi. AFP 1 décembre 2017

Marco Ramiro Lobo, un magistrat du TSE, avait pourtant assuré mardi que l'avance du candidat de l'opposition était "irréversible".

Interrogé sur les accusations de fraude, le président du TSE, David Matamoros, a refusé "d'entrer dans des querelles avec un candidat".

Mais la lenteur du dépouillement a créé un climat d'incertitude, de doute et de suspicion de fraude dans le pays.

"Je ne comprends pas pourquoi ils mettent autant de temps et pourquoi il n'y a qu'un candidat (Hernandez) qui monte", s'est demandé Freddy Canales, serveur dans un café de Tegucigalpa, reflétant le sentiment de nombreux Honduriens.

La mission d'observation de l'Organisation des Etats américains (OEA) a appelé, dans un courrier à M. Matamoros, à "traiter la totalité des procès-verbaux" dans une "transparence absolue".

Mercredi, le système informatique du TSE a subi une interruption de cinq heures et plusieurs autres incidents ponctuels, alimentant les soupçons.

"Nous ne reconnaissons pas les résultats parce qu'aujourd'hui (mercredi) le serveur (du TSE) est tombé en panne et ils ont commencé à entrer des données que nous ne pouvons autoriser, des procès-verbaux qui ne sont pas signés et vous pouvez le vérifier. Ce sont des procès-verbaux falsifiés", a assuré Salvador Nasralla.

Marco Ramiro Lobo, du TSE, a déclaré à Radio America que ces incidents étaient inexplicables car d'importants investissements avaient été faits dans le système informatique du tribunal. "J'ai des doutes parce que curieusement aujourd'hui, jour où la tendance s'inverse, le système informatique TSE a commencé à tomber en panne", a-t-il dit. AFP 1 décembre 2017

### **Honduras: le président bientôt réélu, l'opposition crie à la fraude AFP**

Tegucigalpa (AFP) - Le chef de l'Etat sortant du Honduras, le conservateur Juan Orlando Hernandez, était jeudi sur le point de remporter l'élection présidentielle face à son rival de gauche Salvador Nasralla, qui dénonce une fraude.

A l'inverse de la tendance initiale, M. Hernandez était en tête avec 42,83% des voix contre 41,49% pour M. Nasralla, star de la télévision et novice en politique, selon des résultats partiels portant sur 91,88% des suffrages et publiés par le Tribunal suprême électoral (TSE), qui a promis de finir le décompte jeudi.

Les premiers chiffres diffusés dans la nuit de dimanche à lundi créditaient de cinq points d'avance le candidat de l'Alliance de l'opposition contre la dictature sur le président, du Parti national. Depuis, l'écart s'est lentement resserré au fil du dépouillement avant que l'ordre ne s'inverse entre mercredi et jeudi.

Signe des tensions grandissantes, jeudi la police a utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser une manifestation de centaines de partisans de M. Nasralla devant le siège du TSE. Ces derniers ont répliqué en lançant des pierres contre les policiers et en incendiant des barricades.

La veille, l'opposant avait accusé le tribunal de fraude et appelé ses sympathisants à se mobiliser pour défendre ce qu'il considère comme sa victoire. Ils ont manifesté dans une demi-douzaine de villes, bloquant des routes en brûlant des pneus.

Marco Ramiro Lobo, un magistrat du TSE, avait pourtant assuré mardi que l'avance du candidat de l'opposition était "irréversible".

- Appel de l'OEA -

Interrogé sur les accusations de fraude, le président du TSE, David Matamoros, a refusé "d'entrer dans des querelles avec un candidat".

Mais la lenteur du dépouillement a créé un climat d'incertitude, de doute et de suspicion de fraude dans le pays.

"Je ne comprends pas pourquoi ils mettent autant de temps et pourquoi il n'y a qu'un candidat (Hernandez) qui monte", s'est demandé Freddy Canales, serveur dans un café de Tegucigalpa, reflétant le sentiment de nombreux Honduriens.

La mission d'observation de l'Organisation des Etats américains (OEA) a appelé, dans un courrier à M. Matamoros, à "traiter la totalité des procès-verbaux" dans une "transparence absolue".

Mercredi, le système informatique du TSE a subi une interruption de cinq heures et plusieurs autres incidents ponctuels, alimentant les soupçons.

"Nous ne reconnaissons pas les résultats parce qu'aujourd'hui (mercredi) le serveur (du TSE) est tombé en panne et ils ont commencé à entrer des données que nous ne pouvons autoriser, des procès-verbaux qui ne sont pas signés et vous pouvez le vérifier. Ce sont des procès-verbaux falsifiés", a assuré Salvador Nasralla.

Marco Ramiro Lobo, du TSE, a déclaré à Radio America que ces incidents étaient inexplicables car d'importants investissements avaient été faits dans le système informatique du tribunal. "J'ai des doutes parce que curieusement aujourd'hui, jour où la tendance s'inverse, le système informatique TSE a commencé à tomber en panne", a-t-il dit.

Salvador Nasralla, 64 ans, s'est présenté comme le candidat anti-corruption et a bénéficié de son image d'outsider.

Arrivé au pouvoir en 2013 après des élections contestées par la gauche, Juan Orlando Hernandez, 49 ans, avait été autorisé par la Cour constitutionnelle à se représenter alors même que la Constitution du Honduras interdit toute réélection.

Jeudi, l'ex-président de gauche Manuel Zelaya, renversé en 2009 par un coup d'État militaire et dirigeant de la coalition de M. Nasralla, a proposé un recomptage en direct à la télévision des procès-verbaux litigieux et en présence des observateurs internationaux.

"Qu'ils (les magistrats du TSE) ne disent pas qu'ils vont faire seuls le recomptage car nous n'avons pas confiance" en eux, a-t-il déclaré.

Jorge Yllecas, militant du Front patriotique pour la défense de la Constitution, a souligné la perte de crédibilité du TSE.

"Aujourd'hui nous avons un tribunal électoral sans crédibilité, responsable de cette crise en agissant comme un subalterne du président. Il a créé une crise, une confrontation qui peut avoir des conséquences fatales", a-t-il prévenu. AFP 1 décembre 2017

### **Le Honduras toujours sans président, l'opposition dans la rue - AFP**

Le dirigeant de l'opposition Juan Barahona a appelé à protester dans chaque quartier. "Jour et nuit, nous allons descendre dans la rue car c'est la seule façon de revenir sur ce vol de la présidence", a-t-il déclaré.

L'eurodéputée portugaise Marisa Matias, responsable de la mission des observateurs de l'Union européenne (UE), a condamné les violences et appelé "au calme et à attendre que les résultats puissent être vérifiés par tous les acteurs".

La représentation des Nations unies à Tegucigalpa a appelé les manifestants à exercer leur droit à la liberté d'expression "de manière appropriée" et les policiers à "remplir leurs fonctions dans le respect des droits de l'homme". AFP 2 décembre 2017

### **Venezuela**

#### **- Venezuela: trois raisons pour expliquer la résilience de Nicolas Maduro - AFP**

Nicolas Maduro, président du Venezuela depuis 2013, a survécu à un cocktail explosif d'épreuves qui ferait chuter le chef de l'Etat dans nombre de pays. Mais le dirigeant vénézuélien tient bon et va même briguer un nouveau mandat en 2018.

Maduro et son camp doivent leur longévité à un contrôle des pouvoirs associé à une alliance de fait avec l'armée, avec la présence de plus en plus marquée de militaires au sommet du pouvoir.

Le camp présidentiel "essaye de consolider sa structure clientéliste pour se maintenir au pouvoir", estime le politologue Luis Salamanca.

Pour toutes ces raisons "nous continuons à croire que Maduro sera en mesure de manipuler avec succès les conditions de l'élection de l'an prochain afin de s'assurer la victoire et rester au pouvoir". AFP 1 décembre 2017

#### **- Venezuela: un ex-ministre et un ex-président du groupe pétrolier PDVSA arrêtés - AFP**

Les militaires vénézuéliens ont arrêté jeudi l'ex-ministre du Pétrole et l'ancien dirigeant du groupe pétrolier d'Etat PDVSA, relevés quatre jours plus tôt de leurs fonctions dans le cadre d'un scandale de corruption, a annoncé le parquet. AFP

### **Argentine**

#### **- Argentine Près de 50 condamnations pour les crimes de la dictature - Libération.fr**

Quarante-huit anciens militaires argentins ont été condamnés mercredi à la prison, dont 29 à perpétuité, pour des crimes commis à l'Ecole de mécanique de la marine (Esma), principal centre de tortures pendant la dictature argentine (1976-1983). Les accusés étaient jugés pour tortures de détenus politiques, exécutions illégales, rapt de bébés (de femmes ayant accouché en détention) et les tristement célèbres «vols de la mort». Le verdict marque l'issue d'un procès géant, le plus important de l'histoire de la justice argentine, concernant 789 dossiers et un total de 54 accusés, dont six ont été acquittés. Liberation.fr 1 décembre 2017

## Inde

Quand les classes moyennes ont porté l'extrême droite au pouvoir en Inde.

- Inde : les hindous ultras enragent contre le Taj Mahal - liberation.fr

...l'offensive idéologique des nationalistes hindous ne fait que débiter. «Leur objectif est de démontrer que la période moghole et musulmane a été un temps d'esclavage pour les hindous, et que les musulmans d'aujourd'hui doivent leur religion aux envahisseurs, analyse l'écrivain spécialisé sur la mouvance nationaliste hindoue Nilanjan Mukhopadhyay. Cela permet de créer de l'animosité envers les musulmans en les présentant comme des descendants de l'ennemi.» Dans la plupart des Etats conquis par le BJP, des comités dirigés par le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), bras idéologique du BJP, révisent ainsi les manuels scolaires pour valoriser les nationalistes, atténuer leurs crimes et effacer les bienfaits de l'époque moghole. Certains chercheurs de centres publics se plaignent également de la confusion croissante entre mythologie hindoue et données scientifiques.

Selon Nilanjan Mukhopadhyay, cette politique hindouiste et clivante est au cœur du programme du Premier ministre, qui a grandi dans les rangs de ces paramilitaires nationalistes hindous du RSS. Narendra Modi a déjà été accusé d'avoir laissé se dérouler les pogroms antimusulmans de 2002, qui ont fait près de 2 000 morts dans l'Etat du Gujarat (nord-ouest), qu'il dirigeait. «Tant que l'économie se porte bien, cette idéologie est atténuée, poursuit Mukhopadhyay, également auteur d'une biographie de Modi. Mais elle ressurgit dès que ça ralentit.» Et, de fait, contrairement aux promesses de relance et d'emplois faites par ce gouvernement, la croissance économique annuelle a chuté à 5,7 % en juin, contre 9,1 % un an auparavant. Son plus bas niveau depuis trois ans. Lors de sa campagne de 2013, Narendra Modi a assuré qu'il créerait 10 millions d'emplois par an - soit environ le nombre de jeunes Indiens qui arrivent sur le marché du travail chaque année. Mais depuis son arrivée au pouvoir en mai 2014, seulement 823 000 emplois ont été créés, contre un besoin estimé à 16 millions. Pire, sa mesure de démonétisation (mise en œuvre en novembre 2016) qui a soudainement invalidé l'essentiel des billets en circulation pour lutter contre l'argent sale, a frappé de plein fouet l'économie informelle, qui opère surtout en liquide et emploie plus de neuf Indiens sur dix. Conquête

A dix-huit mois des élections législatives nationales, le plan B, centré sur une politique hindouiste, serait donc en train d'être déployé. Ainsi, Yogi Adityanath, considéré comme un radical embarrassant par le BJP avant sa victoire nationale de 2014, est à présent exhibé dans tout le pays comme l'une de ses figures de proue : au Gujarat, il est venu soutenir les candidats du parti lors de leur campagne pour les élections législatives régionales, qui auront lieu dans une dizaine de jours, à l'issue d'une lutte politique acharnée.

Et dans le Kerala méridional, qui compte l'indice de développement humain le plus élevé du pays, Adityanath a osé conseiller au gouvernement local, tenu par l'opposition, d'apprendre du système de santé de son Etat. L'Uttar Pradesh est pourtant l'un des pires dans le domaine, et c'est dans l'hôpital public de la circonscription de ce ministre en chef que des dizaines d'enfants sont morts cet été, notamment à cause d'un manque de bouteilles d'oxygène. Peu importe les faits, le Kerala, qui compte 26 % de musulmans et 18 % de chrétiens, est une terre de conquête pour les hindouistes. Adityanath y a surtout milité contre les mariages entre musulmans et hindous, présentés par ces extrémistes comme un plan malicieux appelé le «jihad de l'amour». liberation.fr 02.11